Hans Kehrl - Réalités dans le Troisième Reich

Extrait des "Règles de la subversion politico-psychologique", rédigées par le Chinois Sun Tsu vers 500 avant J.-C. : L'art suprême consiste à briser la résistance de l'ennemi sans combattre sur le champ de bataille. Ce n'est que sur le champ de bataille que la méthode directe de la guerre est nécessaire ; mais seule la méthode indirecte peut amener et consolider une véritable victoire.

- *"L'art le plus élevé consiste à briser la résistance de l'ennemi sans combattre sur le champ de bataille. Ce n'est que sur le champ de bataille que la méthode directe de la guerre est nécessaire ; mais seule la méthode indirecte peut amener et consolider une véritable victoire.*
- *Détruisez tout ce qui est bon dans le pays de l'ennemi !*
- *Impliquer les représentants des classes dirigeantes dans des entreprises criminelles ; saper leur position et leur prestige par d'autres moyens également ; les exposer à la disgrâce publique devant leurs concitoyens !*
- *Utilisez le travail des personnes les plus basses et les plus méprisables !*
- *Perturbez par tous les moyens l'activité des gouvernements !*
- *Répandez la discorde et les conflits parmi les citoyens du pays ennemi !*
- *Réclamer les jeunes contre les vieux !*
- *Détruisez par tous les moyens l'équipement, le ravitaillement et l'ordre des forces ennemies !*
- *Détourner les traditions anciennes et leurs dieux !*
- *Faites-vous plaisir avec des offres et des cadeaux pour acheter des nouvelles et des complices !*
- *Mettez des scouts secrets partout !*
- *N'économisez pas d'argent et ne promettez rien du tout, car cela rapporte des intérêts élevés !"*

C'est ainsi que la paix a commencé

Premier ministre français, Georges Clemenceau, le 7 mai 1919, devant les délégués de tous les États alliés et associés, au Palace Hôtel "Trianon" à Versailles :

"Messieurs les délégués de l'Empire allemand ! Ce n'est ni le moment ni l'endroit pour des mots superflus. Vous avez devant vous les représentants plénipotentiaires des petites et grandes puissances qui se sont unies pour mettre fin à la terrible guerre qui leur a été imposée. L'heure des comptes est arrivée. Vous nous avez demandé la paix. Nous sommes enclins à vous l'accorder. Nous vous remettons le livre contenant nos conditions de paix..."

Le ministre allemand des Affaires étrangères du Reich, le comte Brockdorff-Rantzau :

"Nous ne nous trompons pas sur l'ampleur de notre défaite, sur le degré de notre impuissance. Nous savons que la violence des armes allemandes est brisée ; nous connaissons la force de la haine qui nous fait face ici, et nous avons entendu la demande passionnée que les vainqueurs nous fassent payer comme vainqueurs et nous punissent comme coupables.

On exige de nous que nous nous confessions comme les seuls coupables ; une telle confession serait un mensonge dans ma bouche. L'opinion publique dans tous les pays de nos ennemis se fait l'écho des crimes que l'Allemagne a commis pendant la guerre. Ici aussi, nous sommes prêts à reconnaître les torts commis. Mais même dans la manière de faire la guerre, l'Allemagne n'a pas été la seule fautive. Chaque nation européenne connaît des actes et des personnes dont les meilleurs camarades du peuple n'aiment pas se souvenir. Les centaines de milliers de non-combattants qui ont péri à cause du blocus depuis le 11 novembre (1918) ont été tués avec une froide délibération après que la victoire ait été remportée et que nos ennemis aient été récompensés. Pensez-y quand vous parlez de culpabilité et d'expiation."

La culpabilité de guerre L'article § 231 de la paix de Versailles stipule :

"Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables en tant qu'auteurs de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs ressortissants du fait de la guerre qui leur a été imposée par l'attaque de l'Allemagne et de ses alliés."

Parmi les dispositions les plus importantes du traité figurent les cessions de terres imposées à l'Allemagne, les demandes de réparations et les interventions économiques connexes dans l'Allemagne vaincue. Ont été cédés :

Schleswig du Nord au Danemark (avec vote) -Eupen et Malmedy à la Belgique -Elsaß-Lothringen à la France -Saargebiet pour 15 ans livrée économiquement à la France -Posen et Prusse occidentale, des parties de la Prusse orientale et du Hinterpommern à la PologneGdansk
- État libre problématique sous mandat de la Société des Nations avec des droits polonaisMelgebiet
, partie de la Haute-Silésie à la Pologne -Sudetenland à Czecho-Slovaquie- 3,5 millions d'AllemandsInterdiction d'annexion pour l' Autriche réduiteTyrol du Sud à l' Italie
-Toutes les colonies-

Le montant des réparations a été défini pour la première fois en janvier 1921 :

226 milliards de marks-or en 42 versements annuels, augmentant chaque année de 2 à 6 milliards. La Commission des Réparations a réduit à 223,5 milliards, finalement 132 milliards ont été demandés en dernier ressort sous la menace d'une occupation de la Ruhr.

La Ruhr a finalement été occupée. Pendant ce temps, l'Allemagne a sombré dans une énorme inflation :

En janvier 1922, un dollar rapportait 200 marks, en juillet = 500, en janvier 1923 = 18 000 marks, en juillet 1923 = 350 000, en août 1923 = quatre millions et demi, en septembre presque 100 millions, en octobre 25 milliards, le 15 novembre 1923 (fin de l'inflation) = 4,2 trillions. Et des "hommes d'affaires étrangers astucieux" ont profité de ce temps pour acheter massivement en

Allemagne. - Quels problèmes ces mêmes faits ont-ils enrichis ! Les conditions de désarmement, etc., liées au V e r s a i l l e r F r i e d e n semblaient anodines en comparaison.

L'impuissance chronique de l'Allemagne face à ces évolutions, d'une part, et l'arrogance, d'autre part, qu'elles ont attisée encore plus fortement, et qui, surtout chez les Polonais et les Tchèques, s'est déchaînée dans une lutte fatale pour l'identité nationale, ont créé des conditions - indépendamment de la révolution communiste en Russie et dans d'autres pays - qui ne pourraient pas être régulées pacifiquement si "les fondements de l'ordre de Versailles" étaient maintenus.

Le miracle économique du Troisième Reich

Ces dernières années, il est devenu habituel dans les journaux, les magazines, à la radio et à la télévision de parler de la période qui a suivi la Première Guerre mondiale comme des "années dorées". Cela doit donner une fausse impression à ceux qui n'ont pas vécu cette époque. Les années vingt de ce siècle ont été des années terribles, du début à la fin, pour la plupart des Allemands. Le terme est né du renouveau de l'art, de la littérature et de la musique, qui semblait s'être éteint pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre. Le renouveau de la vie intellectuelle a eu lieu principalement dans la capitale Berlin ou dans des villes telles que Munich, Hambourg et Francfort. Se référer généralement aux années 20 en Allemagne comme aux années "dorées" est une falsification grotesque de l'histoire.

Les quatre premières années sont déterminées par le déclin de la monnaie impériale dans une inflation sans précédent. En janvier 1923, le dollar est encore coté à 18 000 marks, mais les billets de banque de plus d'un million de marks ont déjà cours légal. Le 25 octobre 1923, le taux de change du mark avait à nouveau augmenté pour atteindre 40 milliards de marks pour un dollar. Le 15 novembre 1923, l'épouvante prend fin.

En termes de politique financière et d'économie, le gouvernement Stresemann réussit à mettre en place une nouvelle monnaie stabilisée pendant sa courte existence avec l'aide de Schacht en tant que commissaire à la monnaie du Reich et de Luther en tant que ministre des finances du Reich. Après dix ans de guerre mondiale, de guerre civile et de décadence, un nouveau départ a été pris. Mais ceux qui ne possédaient pas de biens matériels étaient appauvris et démunis. Tout le capital monétaire a été anéanti, car pour un trillion - 1 000 milliards de marks papier, il n'y avait qu'un seul Rentenmarke. Même le capital de la plupart des entreprises qui étaient bien financées avant l'inflation avait été radicalement fondu par la dévaluation de la monnaie. Pendant des années, les actifs courants se sont amenuisés, car les précieuses devises ont trop longtemps dû être achetées et vendues au prix du papier. L'énorme flux d'argent provenant de l'augmentation rapide de la dette extérieure a d'abord masqué la réalité. Il semble alors qu'il y ait eu une brève période d'accalmie, mais le système démocratique-parlementaire de la République de Weimar n'a pas réussi à mettre en place un gouvernement capable de maîtriser la situation sociale, financière et économique.

Le Reichstag n'étant pas en mesure de produire des gouvernements viables, c'est-à-dire efficaces, le président du Reich Hindenburg nomme le premier cabinet présidentiel le 29 mars 1930. Brüning a essayé de remplacer l'inflation par la déflation, mais cela signifiait finalement chasser le diable par Belzébuth. En 1932, près d'un tiers de la population active était au chômage, et les revenus des travailleurs avaient chuté de 23,9 milliards de RM en 1929 à 11 milliards de RM en 1932.

Selon les statistiques fiscales, sur les quelque 31 millions de personnes dites "à revenus", 69,2 % gagnaient moins de 1 200 marks par an, 21,7 % gagnaient entre 1 200 et 3 000 marks par an, et seulement 7,1 % gagnaient plus. Pour dix personnes ayant un emploi, il y avait 4,3 chômeurs.

Lorsque, le 30 janvier 1933, le président du Reich, M. Hindenburg, chargea M. Hitler de former un nouveau gouvernement du Reich, la situation économique et sociale avait atteint un point bas inimaginable. Sur un total de 18 millions de travailleurs et d'employés "existants", seuls 12 millions

environ étaient employés. Sur les quelque 6 millions de chômeurs, plus d'un tiers ont été radiés de l'assurance chômage et de l'aide sociale de crise ; en tant que "chômeurs sociaux", ils n'ont reçu en moyenne que 55 RM par mois d'aide.

La rémunération des chômeurs les mieux lotis était supérieure d'environ 15 à 20 RM par mois. Néanmoins, en 1932, un total de 4 milliards de RM a dû être dépensé pour les chômeurs. Cela représentait 16 % de la somme de tous les salaires, 9 % du revenu national total et 57 % du revenu annuel total du Reich et des Länder. Le "revenu par habitant de la population" était tombé de 1 187 RM en 1929 à 627 RM en 1932.

Pour apprécier l'ampleur de la paupérisation, il faut savoir qu'en République fédérale d'Allemagne, par exemple, le même chiffre statistique était de 8 759 DM en 1968. En février 1933, la dette extérieure s'élevait à environ 19 milliards de RM. Pour donner une idée de ce que représentaient 19 milliards de RM à l'époque : La dette extérieure par rapport à l'exportation annuelle correspondait à environ 3,3 années d'exportation de biens. Par rapport à la République fédérale d'Allemagne en 1969, 3,3 années d'exportations représenteraient 374 milliards de DM ! Des termes tels que "creux cyclique" ou "chômage" ne caractérisent qu'insuffisamment la situation décrite. Après les spectaculaires saignées causées par l'inflation, les effondrements du secteur bancaire et l'aggravation constante du chômage, la plupart des industries étaient au bout du rouleau sur le plan financier.

L'agriculture a été appauvrie par la chute des prix et la baisse des ventes et n'a été maintenue en vie que difficilement par des moratoires et des arrêts de saisie. Plus de deux tiers de la population végétait sans espoir, bien en dessous d'un niveau de subsistance normal. Les gouvernements des cinq dernières années ont démontré leur incompétence en matière de politique économique et sociale par un manque d'idées et des concepts économiques archaïques jusqu'à la faillite nationale. L'appauvrissement et le désespoir de la population, ainsi que l'amertume à l'égard d'un système de gouvernement qui n'était pas en mesure d'y remédier, en étaient le résultat inévitable.

Dans cette situation, il ne pouvait y avoir qu'une seule politique économique pour le gouvernement national-socialiste : La lutte contre le chômage et la création d'emplois à tout prix. Avant 1932, dans un grand discours consacré à la politique économique, le chef de la faction du NSDAP au Reichstag, Gregor Strasser, s'était résolument opposé à la politique déflationniste et à l'inaction du gouvernement, affirmant qu'il ne pouvait pas trouver seul une issue à la catastrophe économique et sociale en raison de son manque de capitaux et de sa dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale. Strasser a déclaré à l'époque, entre autres choses :

"Plus une nation est pauvre, plus elle doit travailler, car : ce n'est pas le capital qui crée le travail, mais le travail qui crée le capital !".

Le 1er février 1933, Adolf Hitler a annoncé au Reichstag :

"Le gouvernement national résoudra la grande œuvre de réorganisation de l'économie de notre peuple par deux grands plans quadriennaux : Sauvetage du paysan allemand pour préserver la nourriture - et donc la base de la vie de la nation. Le sauvetage de l'ouvrier allemand par une attaque massive et globale contre le chômage."

Hitler a appelé à une "bataille du travail". Non seulement le gouvernement et le parti, mais chaque citoyen de l'État devait contribuer à la création de l'œuvre par ses idées et ses suggestions. Le gouvernement a voulu donner une première impulsion par des travaux publics à grande échelle, mais le monde des affaires a également été appelé à prendre des initiatives pour éliminer le chômage. Cette action s'est déroulée selon la devise : "D'abord à chacun son travail, ensuite à chacun son travail !".

Hitler était convaincu que la terrible situation ne pourrait être surmontée que si une formidable vague de participation de l'ensemble du peuple pouvait être réalisée. Il a donc déployé toutes les forces des organisations du parti, ainsi que l'appareil de propagande de Josef Goebbels, concentrées sur un seul objectif : *"Nous devons et nous allons à nouveau créer du travail pour tous."* Le miracle économique est devenu une réalité parce qu'il a réussi à éveiller un optimisme militant dans tout le pays et à créer un climat de solidarité générale.

Au printemps 1937, c'est-à-dire quatre ans après le début de la "bataille du travail", les 33 % de chômeurs n'étaient plus que 6,5 %, et au printemps 1938 (avant l'annexion de l'Autriche), il n'y avait plus que 507 000 chômeurs recensés statistiquement, soit 2,7 %. Le plein emploi, compte tenu des fluctuations, était presque atteint et devenait une réalité au début de 1939. Le nombre de personnes disponibles pour le travail a d'ailleurs augmenté en cinq ans, passant de 18 millions à 20,5 millions. Parmi cette augmentation, 700 000 étaient des femmes seules, qui ont pu se tourner à nouveau vers le travail professionnel.

Au cours de ces cinq années, le nombre de logements construits a doublé par rapport à 1932, les investissements de l'industrie des transports ont atteint 3,8 milliards de RM en 1938, soit 4,5 fois plus qu'en 1932. Sur ces investissements, 45 %, pour la seule année 1938, ont été consacrés à la construction de routes (dont 178 millions de RM avaient déjà été investis en 1934 pour les Reichsautobahnen). Pour 1938, les chiffres étaient de 15 millions ou 50%. La plus forte augmentation a été réalisée par les investissements industriels. Après 2,6 milliards de RM en 1928, ils sont tombés à 439 millions de RM en 1932. Un montant de 2,6 milliards a été à nouveau dépassé en 1937 et en 1939, un volume d'investissement industriel correspondant à dix fois le montant de 1932 a été atteint. Le nombre de voitures particulières et de camions a triplé depuis 1933. L'emploi dans l'industrie (Altreichsgebiet), selon les chiffres de l'indice (1928 = 100), a augmenté de 112 pour cent au cours des sept années de 1932 à 1938, soit environ 13 pour cent par an. Le chiffre d'affaires total de l'économie a été multiplié (estimé après paiement de la taxe de vente) par 2,6 entre 1932 et 1938. Le revenu national allemand (Altreich) - à peu près comparable au produit social d'aujourd'hui - était en 1939 à peu près le double de ce qu'il était en 1932, soit 90 milliards de RM. Le revenu annuel des travailleurs a également plus que doublé depuis 1932. Dans le même temps, les prix sont restés presque stables : les chiffres de l'indice du Reich pour l'alimentation, le logement, le chauffage, l'habillement, l'éclairage et divers biens de consommation n'ont augmenté au total que de 5,6 points au cours des mêmes années, soit une moyenne annuelle d'environ 0,8 %. De 1932 à 1939, le salaire brut hebdomadaire a augmenté de 30 % en valeur absolue et de 22,6 % en pouvoir d'achat réel, soit plus de 3 % par an.

Ces séries de chiffres se lisent comme une illustration de livre d'images sur le thème "croissance et stabilité". Contrairement à une opinion répandue, les dépenses d'armement n'ont joué qu'un rôle mineur dans ce développement économique en 1933/35, un rôle normal en 1936/37, et un rôle majeur seulement en 1938/39. Même à ce moment-là, cependant, ils restaient loin derrière les investissements dans le secteur du non-armement en tant que moteur de la croissance économique. Pour l'industrie, l'agriculture, les transports, la construction de logements, la gestion de l'énergie et l'administration publique, environ 100 milliards de RM ont été investis entre 1933 et 1939.

En revanche, les dépenses pour la Wehrmacht et l'armement s'élèvent à :
1933/34 = 1,9 milliard de RM = 4 % du revenu national.
1934/35 = 1,9 milliard de RM = 4% du revenu national.
1935/36 = RM 4 milliards = 7% du revenu national.
1936/37 = RM 5,8 milliards = 9% du revenu national
1937/38 = 8,2 milliards de RM = 11% du revenu national
1938/39 = 18,4 milliards de RM = 22% du revenu national.

Selon les calculs de l'Institut de recherche sur les cycles économiques, en 1934, les dépenses d'armement en proportion du revenu national étaient de 3,0% en Grande-Bretagne, de 8,1% en France (1932), de 8,4% au Japon et de 9,0% en Russie soviétique. Un niveau "normal" de

dépenses pour la Wehrmacht et l'armement n'a été dépassé que lorsque le chômage a été pratiquement éliminé. Comment un tel "redressement par mesure" a-t-il été possible en termes de politique fiscale ? Ce n'est qu'en 1936 que l'économiste national anglais Keynes commence à publier ses réflexions pionnières sur une politique économique active. Le financement de l'essor économique du "Troisième Reich" s'est appuyé sur un raisonnement similaire (Gregor Strasser : *"Arbeit schafft Kapital"*), sans toutefois reposer sur des considérations scientifiques aussi précises. La reprise a été rendue possible par la "création monétaire productive". Comme cela avait déjà été le cas sous Brüning et Papen, même si c'était en "miniature" à l'époque, la Reichsbank a financé des mesures de création d'emplois sur la base d'effets de commerce à prolongations multiples par l'intermédiaire de diverses entreprises commanditaires. Les dépenses totales pour ces mesures de création d'emplois en 1933-36 se sont élevées à environ 5 milliards de RM, dont environ 4 milliards ont été couverts en 1939 par des paiements de factures via le budget ordinaire.

Les investissements économiques importants pour l'Autriche, les Sudètes et le "Protectorat" ont été financés principalement par les canaux normaux de crédit économique avec des "garanties du Reich". Pour l'armement, un maximum de 20-25 milliards de RM a été dépensé jusqu'en 1939 grâce à des financements spéciaux (Mefowchsel, Lieferschatzanweisungen, bons d'impôts, garanties du Reich et autres moyens de financement similaires). Les dépenses d'investissement des usines produisant les armements ont été financées par un amortissement convenu au-dessus du coût et sont donc incluses dans le coût des armements. Les dépenses pour les besoins courants de la Wehrmacht (frais de personnel, frais de construction et inventaire) ont pu être financées principalement par le budget ordinaire, puisque les recettes des impôts et des droits de douane étaient passées de 6,8 milliards de RM en 1932 à 23,5 milliards de RM en 1939 en raison de la relance économique, soit plus du triple ! Rien qu'en raison de l'augmentation des impôts et des taxes au-dessus du niveau de 1933, plus de 40 milliards de RM ont été disponibles en plus dans le budget pendant ces sept années (bien sûr, pas seulement pour le budget de la Wehrmacht).

La presse à imprimer n'a pas été utilisée pour le financement. Du 31 décembre 1932 au 28 février 1939 (dernier chiffre avant le déclenchement de la guerre), la quantité de monnaie en circulation est passée de 5,6 milliards seulement à 10,9 milliards, c'est-à-dire que la quantité en circulation a augmenté d'environ 100 % avec une augmentation de plus de 100 % du volume de l'économie et une augmentation de plus de 15 % de la zone monétaire mesurée par le nombre de têtes (Autriche, Sudètes). La dette extérieure allemande a diminué, passant de 19 milliards en février 1938. Une "consommation de capital" de 2 894 millions de RM en 1932 contrastait avec une formation de capital monétaire de 7 000 millions de RM en 1938.

La crise économique et la misère économique avaient été éliminées en 1938. De même, le deuxième plan quadriennal s'est également achevé avec succès : Le sauvetage de l'agriculteur allemand pour préserver la base alimentaire et de subsistance de la nation a réussi en cinq ans. De 1932-33 à 1938-39, le niveau des prix des produits de l'agriculture allemande destinés à la vente a augmenté en moyenne de 35 %. Mais les chiffres de l'indice du Reich du coût de la vie pour nourrir la population n'ont augmenté que de 6,5 %. Les bénéfices commerciaux, en fait, ont été sévèrement réduits. L'important transfert des céréales vers les pommes de terre, les bovins de boucherie et le lait a été réalisé par la politique des prix. Les prélèvements agricoles ont augmenté de 33 % de 1932/33 à 1938/39, et les recettes des ventes de 72 % au cours de la même période. L'excédent d'exploitation calculé statistiquement pour l'ensemble de l'agriculture (Altreich) est passé en ligne continue de 766 millions de RM en 1932/33 à 3 480 millions de RM en 1938/39, c'est-à-dire qu'il a plus que quadruplé.

L'évolution brièvement décrite ici a permis à la majorité du peuple allemand de sortir de la misère, du désespoir et de la détresse pour accéder à une existence apparemment sûre et digne d'être vécue, et a donné à l'écrasante majorité du peuple un fonds de confiance qui est resté intact pendant les années de guerre.

Adolf Hitler a sauvé le peuple allemand d'une situation désespérée. En outre, tout ce qui était devenu connu, chuchoté ou évident dans le cadre de développements malencontreux de nature personnelle ou autre dans le parti et l'État, dans les abus, les exagérations par la propagande et l'incitation contre ceux qui pensaient différemment, s'est estompé pour l'individu. On ne lui attribuait pas, à lui, Hitler ; il saurait un jour rectifier cela aussi, se consolaient-ils. Le miracle économique qu'il a lui-même vécu a continué à avoir un impact en tant qu'expérience dominante pendant longtemps.

Les objectifs de la politique étrangère d'Hitler

Ce sujet, qui m'a été suggéré par des historiens, me cause un certain embarras, car il présuppose l'existence d'objectifs de politique étrangère d'Hitler qui étaient définitifs et inaltérables dès le départ ou qui - selon le consensus général - sont maintenant définitifs. D'après ma vue d'ensemble, je ne peux pas le voir de cette façon. Hitler, selon toute sa façon de penser et de travailler, ne procédait jamais à partir d'un "plan" fixe dans le cas de problèmes importants, mais mettait les développements en mouvement par ses propres activités ou impulsions, suivait leur progression, arrivait souvent à des décisions finales très hésitantes, puis, quand il pensait que le développement était mûr, soit le faisait avancer de façon dynamique, soit lui donnait une autre tournure, soit l'interrompait complètement quand il était arrivé à d'autres conclusions. Cela vaut certainement aussi pour certains des objectifs de la politique étrangère, qui ne peuvent probablement pas être considérés comme entièrement fixes, ni même comme largement connus, comme le pensent de nombreux historiens. A mon avis, cela s'applique surtout au leitmotiv de son livre Mein Kampf : *"le gain de Lebensraum"*.

De 1934 à 1938, j'ai été le collègue le plus proche et le plus digne de confiance de Wilhelm Keppler, alors "commissaire économique du Führer". Il avait été en contact étroit avec Hitler pendant de nombreuses années avant 1933, avait établi des contacts avec v. Papen par l'intermédiaire du baron v. Sehröder, et avait également présenté Hitler à v. Ribbentrop, avec qui il devint plus tard secrétaire d'État au Foreign Office. Pendant les années d'étroite collaboration avec Keppler et lors de voyages communs, je ne me suis jamais lassé de demander à Keppler tout ce qu'il savait ou pensait savoir sur les plans d'Hitler pour l'avenir (Keppler n'était pas un homme de stricte discrétion). À aucun moment, au cours de toutes ces années, il n'a été question entre lui et Hitler ou entre lui et v. Ribbentrop, avec qui Keppler se tutoie, d'un "espace vital à l'Est" ou même d'un "Empire oriental" comme objectif politique, mais il a été question d'une révision de la démarcation des frontières du traité de Versailles, qui avait attribué les provinces prussiennes de Posen, de Prusse occidentale et certaines parties de la Haute-Silésie au nouvel État polonais. Hitler savait très bien, en 1939 au plus tard, que nous n'avions ni besoin ni la possibilité de nous installer dans un "espace de colonisation" supplémentaire à l'Est, dont il avait rêvé dans les années 20. Dans un rapport dicté par V. Neurath, alors "protecteur du Reich pour la Bohême et la Moravie", au ministère des affaires étrangères, sur une rencontre avec Hitler en décembre 1939, il est dit :

"On s'abstient de coloniser le pays (Protectorat) sur une plus grande échelle avec des Allemands, car la germanisation du Nouvel Est allemand (Prusse occidentale, Posen, Haute-Silésie) est urgente et déjà pour cela le nombre de colons allemands est à peine suffisant. "

Rétrospectivement, on pense souvent que tous les objectifs de la politique étrangère d'Hitler auraient pu être lus dans son livre *Mein Kampf,* écrit en 1924/25.

Eh bien, j'ai lu "Mein Kampf" en tant que citoyen politiquement très intéressé une fois lors d'un voyage d'affaires aux États-Unis en 1929 sur le bateau ; pas depuis. Après tout, il ne s'agissait pas d'une Bible à croire. Le caporal de la Première Guerre mondiale avait écrit la première partie du livre alors qu'il était en prison, à l'âge de 35 ans, cinq ans après l'effondrement du Reich ; à l'époque, en d'autres termes, où l'inflation avait détruit une grande partie de la richesse nationale de l'Allemagne. Ce n'était pas une époque où l'on était enclin à rêver d'utopies. À cette époque,

l'Autriche et la Tchécoslovaquie - des entités étatiques artificiellement créées - avaient à peine cinq ans : l'Autriche était un "État contre sa volonté", car sa population avait voulu rejoindre le Reich, et la Tchécoslovaquie (en grande partie les anciennes terres impériales de Bohême et de Moravie) était composée de cinq nations, dont les Tchèques au pouvoir ne représentaient pas tout à fait la moitié de la population. À l'époque, il n'y avait aucune raison de supposer que ces entités devaient être des solutions définitives sur le plan historique.

(Si le livre d'Hitler appelait à une révision des dispositions territoriales du traité de Versailles (sans l'Alsace-Lorraine, qu'Hitler voulait voir exclue), il n'était pas encore nécessaire d'en déduire les "buts de guerre" d'Hitler. Le monde ne le savait pas alors, et nous non plus. Après tout, les résultats obtenus à la fin de 1938 ont montré que les révisions étaient effectivement possibles sans effusion de sang : Autriche, Sudètes, et même Bohême et Moravie en 1939).

Trois choses, cependant, que tout le monde peut savoir sur les objectifs de la politique étrangère d'Hitler :

Il poursuivra en temps voulu la révision des dispositions territoriales des traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon. Il exigera l'égalité des droits pour le Reich également en ce qui concerne la force et l'armement des forces armées du Reich. En outre, il avait à l'esprit à l'époque - assez vaguement - l'expansion du "Lebensraum allemand" - quoi que cela puisse signifier.

Après l'annexion de l'Autriche, des Sudètes, la formation du Protectorat et la réintégration des anciennes provinces prussiennes de Posen, de Prusse occidentale et de Haute-Silésie, ce problème semblait pour la plupart être clos et hors de portée.

Mais nous étions en état de guerre avec la France et l'Angleterre en tant que puissances garantes de la Pologne vaincue, et cette guerre n'avait certainement pas été l'un des objectifs de la politique étrangère d'Hitler ! Nous n'étions certainement pas non plus préparés à cette guerre avec deux grandes puissances en même temps, et Hitler ne l'avait en tout cas pas attendue ou souhaitée à ce moment-là. Ni l'administration économique ni la grande industrie n'avaient eu l'occasion de se forger à l'avance une opinion sur les activités de politique étrangère d'Hitler décrites jusqu'ici. Personne ne les avait informés ou ne leur avait demandé leur avis.

Mon patron de l'époque, le ministre de l'économie du Reich, M. Funk, n'a pratiquement rien appris de l'invasion de l'Autriche, de l'évolution du conflit sur les Sudètes, ni de la planification du Protectorat. Funk, lui aussi, n'avait pas été sollicité pour donner son avis, ni chargé de faire des préparatifs. Il était dépendant des journaux et des annonces publiques comme nous tous.

Il faut le dire clairement : Nous avions formellement, mais pas réellement, un Cabinet du Reich qui prenait des décisions. Parmi les ministres du Reich, à l'exception de v. Ribbentrop, seul Göring, en tant que quasi adjoint d'Hitler, et encore, pas toujours, était consulté lors des premières phases de planification ou initié aux actions. Ce ne sont donc pas des informations concrètes mais des rumeurs qui déterminent la scène de la "politique étrangère", que l'on peut déduire, par exemple, dans l'administration économique et l'industrie de l'état des connaissances sur le réarmement. Le sujet du réarmement sera donc traité séparément dans une section ultérieure de ce document.

Avant toute chose, cependant, il semble nécessaire de dire quelque chose de général sur les relations du commerce, et surtout de l'industrie et des grandes entreprises, avec le Parti et le gouvernement dans le Troisième Reich, car à cet égard, il semble y avoir quelques idées aventureuses même parmi les historiens.

Parti et économie dans le Troisième Reich

On ne peut et on ne doit pas parler ici de l'économie comme d'une sorte d'entité monolithique avec une mentalité commune, des intérêts communs et des convictions et objectifs politiques communs. Cela n'existait pas au temps du Kaiserreich, de la République de Weimar ou du Troisième Reich, et cela n'existe pas non plus aujourd'hui. En esquissant dans ce qui suit un bref aperçu correspondant, je voudrais me légitimer de toute urgence pour une telle entreprise :

Avant 1933, j'étais déjà impliqué dans un certain nombre d'associations commerciales ; de 1933 à 1942, j'ai été président de la chambre d'industrie et de commerce de Basse-Lusace et vice-président de la chambre de commerce de Berlin-Brandebourg.

Un peu plus tard, j'ai également fait partie du Présidium de la Chambre de commerce du Reich. De très nombreux présidents et directeurs généraux des chambres sur le territoire du Reich m'ont été connus pendant une décennie dans le cadre de leur travail et en partie aussi personnellement. Au sein du NSDAP, de 1933 à 1942, j'étais conseiller économique des Gau ainsi que membre de la Commission de politique économique et je connaissais environ deux tiers des dirigeants des Gau, ainsi que tous les conseillers économiques des Gau du Reich, grâce aux communications internes du parti, aux conférences, aux soirées de camaraderie et à d'autres occasions.

Depuis que j'ai exercé une activité exclusive dans et pour l'État à des postes multiples, et finalement à des postes de direction, j'ai appris à connaître les personnalités les plus importantes à l'intérieur et à l'extérieur des organisations économiques à titre officiel et beaucoup personnellement, dans certains cas bien. J'étais donc à la fois "collègue" et "témoin" et je sais de quoi je parle lorsque je fais les déclarations suivantes :

a) Les agriculteurs et la population rurale ont été parmi les premiers et les plus ardents partisans d'Hitler et la majorité d'entre eux ont voté pour le NSDAP très tôt. Avant même la prise de pouvoir, de nombreux postes à responsabilité dans les organisations agricoles sont occupés par des nationaux-socialistes. Dans le même temps, à partir de 1933, les derniers grands fermiers nationalistes allemands, qui avaient exercé une influence politique sur et par Hindenburg en son temps, ont été presque totalement évincés des organisations. Les nationaux-socialistes jouent un rôle décisif au sein du Reichsnährstand, qui jouxte le ministère de l'Alimentation du Reich et dont tous les agriculteurs sont membres de droit. À l'exception de la plupart des grands agriculteurs, le Reichsnährstand et ses dirigeants s'identifient au parti et à l'État et sont plutôt sceptiques à l'égard de ce qu'ils considèrent comme l'économie commerciale "capitaliste". Ils avaient notamment le sentiment qu'on leur demandait de maintenir une stabilité des prix presque parfaite pour leurs produits, alors que la stabilité des prix de leurs intrants n'était pas initialement accordée par l'économie commerciale. Le Reichsnährstand était considéré dans le "Parti" comme "idéologiquement consolidé" et professionnellement exceptionnel. L'agriculture et son organisation ont rempli leur "devoir envers le peuple et l'État", comme ils l'entendaient, de manière optimale jusqu'au bout.

b) La classe moyenne commerciale, c'est-à-dire l'artisanat, le commerce de détail et l'industrie de la fermeture, mais aussi un pourcentage très élevé des membres des professions libérales, a appartenu très tôt aux partisans d'Hitler, tout comme l'agriculture. En tant qu'organisation subsidiaire du parti, le "Kampfbund für den gewerblichen Mittelstand" a joué un rôle important dans les élections et la propagande avant 193 3. La "loi pour la protection du commerce de détail" a été l'une des premières lois adoptées par le nouveau gouvernement en 1933.

c) Le système des caisses d'épargne et des banques coopératives, avec ses racines régionales, a été rapidement intégré sans friction dans l'État nazi. Les banques privées, et surtout les grandes banques, étaient dans l'ensemble considérées comme antinazies, car le parti se sentait clairement et nettement "anticapitaliste", quel que soit le sens que l'on donne à ce terme. Un membre du conseil d'administration de la grande banque "Reichskreditgesellschaft", propriété du Reich, est présenté comme le chef des banques du groupe du Reich. Les conseils d'administration et les conseils de surveillance des grandes banques sont en partie remplis de partisans et de sympathisants du national-socialisme ou de ceux qui sont considérés comme tels

après le départ des membres juifs, mais les relations entre le parti et les banques sont généralement au moins froides.

Le monde bancaire n'avait pas d'influence économique ou même politique significative. Ils ne se sont remis que lentement de la crise bancaire de 1931/32 (effondrement de la Darmstädter et de la Dresdner Bank). Après deux ou trois ans de plein emploi rapide dans le Troisième Reich, ils gagnent en force et en esprit d'entreprise et étendent très activement leur sphère d'intérêt (également industrielle) à l'Autriche, aux Sudètes, au Protectorat et aux provinces orientales reconquises du Reich. Les activités souhaitées également dans les territoires occidentaux occupés devaient être freinées.

Le Dr. Hjalmer Schacht n'a certainement pas été présenté ou même favorisé par les banques en tant que président de la Reichsbank et plus tard en tant que ministre de l'économie du Reich, mais Schacht a commencé comme un solitaire dans le Front de Harzburg et a cherché à établir des liens avec le cercle d'amis de Keppler et Hitler lui-même. En tant que ministre exécutif de l'économie du Reich de 1934 à 1937, il est érigé en mécène par la grande industrie, et en partie - par exemple dans le conflit avec l'industrie sidérurgique au sujet de la construction de la Reichswerke "Hermann Göring" - abusé politiquement.

Il s'est rapidement comporté de manière consciente, presque anti-parti. Son aversion était vigoureusement réciproque dans le "Parti". Mais le différend avec Göring en 1937 concernant l'autorité de ce dernier à émettre des directives en tant que commissaire au plan quadriennal vis-à-vis de Schacht en tant que ministre de l'économie du Reich est la véritable cause de sa chute en tant que ministre de l'économie du Reich.

d) Avant même le changement de pouvoir en 1933, il existait des partisans convaincus du NSDAP plutôt isolés dans les rangs des entrepreneurs de la petite **et moyenne industrie** et des sympathisants en grand nombre. Le succès rapide de la politique de création d'emplois du gouvernement NS, qui aboutit au plein emploi à partir de 1937 environ, la politique sociale nationale-socialiste (loi sur l'ordre du travail national et activités du Front du travail) et la consolidation du niveau des salaires nominaux (les avantages sociaux augmentent considérablement) éliminent le scepticisme initial et incitent rapidement de nombreux industriels à coopérer dans un esprit de confiance et d'engagement et à être prêts à s'engager dans un travail bénévole important dans les organisations commerciales. Les chambres de commerce et d'industrie et leurs organisations supérieures sont donc bientôt dirigées majoritairement par des nationaux-socialistes actifs qui ont également la confiance des organisations locales du parti. De même, pour la direction et les conseils consultatifs des organisations économiques centrales, telles que les groupes spécialisés, les groupes économiques et les groupes du Reich, on a trouvé une abondance de personnalités du monde des affaires prêtes à coopérer intensivement et à consacrer beaucoup d'énergie. Tout ceci s'applique aux milieux de la petite et moyenne industrie, c'est-à-dire avant tout aux entrepreneurs de l'industrie des biens de consommation et des biens durables et de l'industrie des biens de production au sens large. Même dans le Kaiserreich et la République de Weimar, ils n'étaient pas habitués à pouvoir exercer une influence significative sur la politique économique par le biais des partis politiques, et encore moins à influencer la "grande politique". Même le poids du "Parti populaire allemand", particulièrement proche de l'industrie dans la République de Weimar, n'y suffit pas.

e) Un rôle particulier en dehors et à côté de l'industrie générale avait déjà été joué politiquement dans la République de Weimar par la **"lourde ou grande industrie"**, qui comprenait généralement, par exemple, l'industrie sidérurgique, l'exploitation minière, la grande chimie, la grande industrie électrique et certaines parties de la construction lourde, et enfin aussi les grands chantiers navals et le secteur de l'armement, qui ne jouaient toutefois qu'un rôle plutôt modeste en termes quantitatifs dans la République de Weimar. Le terme "grande industrie" n'était pas si facile à définir.

C'étaient les "grands" qui étaient plus connus par leur nom de famille que par le nom de leur entreprise : Krupp, Thyssen, Röchling, Stumm, Klöckner, Pönsgen, Vögler, Siemens, Bosch, Helfferich, Schaffgotsch, Friedrich Flick, et bien sûr IG-Farben AG et bien d'autres. Avant 1933, grâce à des relations directes spécialement organisées et cultivées avec les milieux gouvernementaux au sens large, avec les diplomates, les fonctionnaires ministériels, les grandes banques et les forces armées du Reich, ils ont pu obtenir des informations et exercer une influence en dehors du système associatif que les autres industriels n'avaient pas. Ce réseau d'information et d'influence était étayé par le fait qu'avec l'aide d'un soutien financier considérable des partis "pro-business" tels que le Parti national populaire allemand et le Parti populaire allemand (DVP), des hommes d'influence ont été lancés comme députés ou certains industriels se sont même fait nommer comme députés au Reichstag, comme Hugenberg, Helfferich, Vögler et d'autres.

Dans les années 1920, j'ai moi-même observé au sein de la DVP, dont j'étais membre à l'époque, comment les choses se faisaient en coulisses : sobrement, factuellement, plutôt inoffensivement et naïvement qu'ingénieusement ou même diaboliquement. Ils possédaient également des parts dans les organes de presse ou les soutenaient financièrement. Hugenberg a même créé son propre empire de presse pour le Deutschnationale Volkspartei et a acquis l'UFA comme support de film. Parmi le cercle relativement étroit des personnalités qui exerçaient une influence réelle sur la politique et le gouvernement pendant la période de Weimar, le grand patronat représentait un bloc influent, surtout en matière de politique économique, financière, fiscale, commerciale et d'armement (pas en matière de politique étrangère), même si, compte tenu de la force parlementaire des socialistes, des communistes et du Centre, il n'avait en aucun cas le pouvoir et l'influence que les communistes lui attribuaient en tant que "capital monopoliste" prétendument régnant dans les coulisses. Ils ne cherchaient pas non plus - sauf peut-être Hugenberg - à obtenir le pouvoir politique. Ils voulaient garantir et promouvoir les intérêts commerciaux de leurs grandes entreprises dans leur pays et à l'étranger, ainsi que dans les marchés publics, et éviter les trop lourdes charges fiscales et sociales. Ils ont peut-être été capables d'empêcher et de faire plier certaines choses au Parlement, mais *ils n'ont pas été capables d'obtenir quoi que ce soit de vraiment important.*

Devant le tribunal de Nuremberg, Friedrich Flick a avoué :

Une entreprise devait être capable de vivre et de travailler avec chaque gouvernement. C'est pourquoi il a toujours soutenu financièrement tous les partis parlementaires - et ils étaient nombreux - "à l'exception du parti communiste". Mais l'influence politique de la "grande industrie" n'a pas atteint un niveau tel qu'un seul gouvernement ait été mis en place pendant la République de Weimar, qui aurait eu la force et la capacité de mener les problèmes financiers et industriels de l'économie allemande vers une solution après l'effondrement de la monnaie, de mettre fin à l'appauvrissement du peuple allemand, qui battait son plein, et de créer une nouvelle base de confiance.

En mars 1930, le président du Reich v. Hindenburg charge Heinrich Brüning de former un premier "cabinet présidentiel". La république parlementaire de Weimar en tant que telle a donc pris fin.

Le Dr Brüning, qui méritait le respect à tous égards, avait le courage de gouverner qui avait été perdu dans les dernières années de la démocratie parlementaire. Dès le début, cependant, il était entouré d'une aura d'un certain manque de sens du monde ; c'est probablement aussi son attitude ascétique et sa fixation sur le budget du Reich qui l'ont empêché de se faire une idée de la situation économique et sociale réelle du peuple allemand et l'ont conduit sur la voie complètement illogique consistant à essayer de guérir une économie malade en déclin rapide par une déflation massive.

Fixé sur la lutte pour l'élimination des réparations et tourné vers la politique étrangère, il ne s'est pas suffisamment rendu compte qu'il gouvernait un peuple et une économie qui sombraient dans le désespoir et le dénuement total à cause d'un chômage en constante augmentation.

Le dernier chancelier de la République de Weimar, le réactionnaire V. Papen, qui ne connaissait rien aux questions économiques, était peut-être en lui-même un homme de cœur pour les grands agronomes et les grandes industries. Ils avaient de l'influence sur lui, mais lui-même n'avait d'influence sur rien ni personne, et il a disparu aussi vite qu'il était venu. Hitler devient chancelier du Reich.

Pour la grande industrie, une nouvelle ère est annoncée dès 1930, lorsque 107 national-socialistes sont élus au Reichstag.

Il faut le dire sans ambages : pour la grande industrie, la position politique d'information et d'influence qu'elle s'était créée pendant les 15 années Weimar s'est effondrée sans être remplacée lorsque Hitler est arrivé au pouvoir le 30 janvier 1933. Les bases et les relations parlementaires antérieures au Reichstag perdent leur valeur, l'influence de la presse et du cinéma n'est plus possible, et les nationalistes allemands amis disparaissent très vite du gouvernement du Reich et des Länder. Les cercles diplomatiques ont été passés au crible. Pratiquement aucun administrateur de district, maire, président du gouvernement ou président en chef n'est resté en poste. Partout où l'on regarde : de nouvelles personnes. Seules les connexions avec la bureaucratie ministérielle intermédiaire subsistent, mais leur influence est fortement diminuée. Pour les associations professionnelles de l'industrie, les présidents des chambres d'industrie et de commerce et pour le groupe du Reich "Industrie", les anciens représentants de la grande industrie n'étaient plus recherchés et seuls quelques-uns étaient tolérés. Car le NSDAP était indubitablement anticapitaliste dans son image de soi. La grande industrie était politiquement confrontée à un vide. Il est nécessaire de dire tout cela en toute clarté afin de faire comprendre toute l'absurdité des affirmations qui ont été lancées à l'origine par le camp communiste et rapidement reprises par de nombreux "historiens" de la "RDA" :

Les entreprises ou les grandes industries auraient porté Hitler au pouvoir ou l'auraient financé avant et après la prise du pouvoir. Cela n'a rien à voir avec les faits. Bien sûr, en 1932 et au début de 1933, les grands industriels ne pouvaient pas savoir comment tout cela allait se passer en 1933/34. Mais ils ont commencé à le soupçonner lorsque Papen est devenu un "échec" pour eux. Ce n'est qu'en 1932 que de nouveaux liens sont tissés avec le NSDAP (le vrai nom du "Parti national socialiste des travailleurs") qui leur est fatal.

C'était assez difficile et, mis à part les contacts régionaux moins importants, cela se faisait au niveau central pour l'ensemble du Reich essentiellement de quatre manières. Hitler a suggéré à son conseiller économique de l'époque, Wilhelm Keppler, un propriétaire d'usine très prospère de Baden, de réunir autour de lui des conseillers informels afin d'élargir son champ de vision et de préparer ses informations et relations macroéconomiques, et c'est ainsi que s'est formé le "Cercle des amis de Keppler", auquel Himmler a ensuite établi des relations. Keppler a convaincu des personnalités de son cercle de connaissances, initialement issues de la moyenne industrie, à cette fin. Plus l'heure du X approchait, plus c'était facile. Mais aucune personne n'était présentée pour cela, tout au plus était-elle acceptée, et elle devait être du type de Keppler, posséder une grande expérience économique ainsi que du bon sens, être plutôt statique, ni ambitieuse ni pompeuse. Schacht était vaguement l'un d'entre eux, et a présenté son associé Blessing. Parmi les membres du ministère des finances du Reich, on trouve le directeur ministériel Olscher, un frère de Helferich qui était un industriel du textile prospère, le banquier Baron v. Schröder, l'ancien commandant de sous-marin Steinbrink du groupe Flick, ainsi que Bosch et Oetker ; il y avait des relations avec Siemens.

Tout cela est plus ou moins connu. Je les ai tous connus plus tard, après 1933, et on a beaucoup écrit sur eux. Il est question de façonner l'avenir, de vaincre le chômage, mais peu d'argent : Keppler est trop timide et maladroit pour cela - il n'est pas l'homme de la situation. Mais à l'époque où l'argent se fait rare, des fonds sont également débloqués de ce cercle pour la direction du Reich du NSDAP. Les dirigeants des Gau, des districts et des groupes locaux devaient s'autofinancer. Naturellement, l'argent coule plus abondamment à partir de 1933. Un autre lien passait par le "maire Winkler" et par Walter Funk, alors connu et respecté dans l'industrie, en particulier dans

l'industrie lourde, en tant que rédacteur en chef très compétent du Berliner Börsenzeitung "de droite" et expert en économie. En 1933, il devient secrétaire d'État de Goebbels et, en 1938, ministre de l'Économie du Reich. Il en savait déjà plus sur l'argent et a fait de nombreux chèques sans provision, non sans faire l'éloge de ses bailleurs de fonds - dont le "Staatsrat" v. Stauss de la Deutsche Bank. Il a réuni ses amis et mécènes avec le bras droit d'Hitler, Hermann Göring, qui avait une façon astucieuse d'encourager les dons. Goering, après tout, était enfin "sorti de notre boîte" - comme on disait à l'époque - pour que les amis de Funk puissent lui parler : Pilote de chasse de la Première Guerre mondiale et récipiendaire du Pour-le-merite. Enfin, il y avait le grand Thyssen, qui a organisé la "célèbre" réunion des industriels à Düsseldorf et a donné à Hitler l'occasion de parler devant ce cercle "illustre" de la vraie grande industrie et a également organisé les paiements au parti.

Mais il ne s'agissait pas de sommes énormes (elles ont augmenté plus tard avec les succès) :

100 000 à 150 000 RM par entreprise - on dit même que l'un d'eux a fait un chèque de 250 000 RM ; en période de crise économique, c'était beaucoup d'argent, même pour des entrepreneurs.

Pour le NSDAP, il ne s'agit toutefois que de gouttes d'eau par rapport aux besoins financiers qui découlent de la propagande politique, des campagnes électorales menées tambour battant et de la publication des journaux du parti. Les groupes locaux, les chefs de district et les chefs de Gau, qui, avant 1933, travaillaient essentiellement avec des volontaires et des bénévoles, se finançaient à l'aide des cotisations mensuelles et des dons de leurs membres, qui dépassaient déjà le million à l'époque, et le flot de réunions et le grand effort d'impression étaient financés par les millions d'électeurs (Hitler a reçu à l'élection présidentielle du Reich de 1932 = 11,3 millions de voix), qui, lors de tous les rassemblements, manifestations électorales et collectes de rue "pour le trésor de guerre du NSDAP", ont mis leur argent dans les boîtes de collecte disposées un peu partout ou qui, ouvertement ou discrètement, ont remis leurs pas toujours petites pièces au groupe local.

La direction du Reich est financée au sein du parti par une sorte de contribution au programme (comme on appelle les contributions des Länder au Reich). Mais les dépenses des principaux nationaux-socialistes, qui se déplaçaient partout pour assister à des événements ou - comme Hitler - voyageaient en avion et prenaient la parole dans tout le pays, étaient importantes. Les paiements de l'industrie ont été extrêmement utiles, bien sûr, mais ils n'étaient certainement pas vitaux pour la lutte et la victoire d'Hitler ; ils étaient un complément agréable, rien de plus. **Le financement de la grande industrie n'a certainement pas aidé Hitler à accéder au pouvoir ! Permettez-moi de vous donner un exemple pour mettre les choses en perspective :**

Pour le premier Fonds de secours hivernal en 1933 (!), c'est-à-dire encore au moment où les besoins étaient les plus grands, le peuple a donné - il faut voir cela en relation avec le pouvoir d'achat élevé de l'argent à l'époque - 350 millions de RM ! Selon les estimations de l'époque, pas plus de 50 à 75 millions de marks de ce montant ont été versés sous forme de dons importants. La plus grande partie a été collectée sous la forme de moyens et de petits montants !

La grande industrie et l'État dans le Troisième Reich

Pour le dire ici même :

Les grandes entreprises en tant que groupe n'ont pas acheté d'influence et n'ont jamais eu d'influence significative.

Avant 1933 et après 1933, les grands industriels, en tant que groupe, en tant qu'individus et en tant que chefs d'entreprise, ne savent pas quoi penser et attendre d'un gouvernement national-socialiste. Dans leur majorité et en tant que groupe, ils ont donc eu tendance à se comporter de manière attentiste, sceptique, voire craintive. Cela est particulièrement vrai dans la période qui

précède le putsch de Röhm, la mort de Hindenburg et le départ de Bugenberg du gouvernement. Après cela, le régime semblait consolidé, puissant et déterminé. Hitler avait le parti et l'État complètement sous contrôle, la paix sociale semblait être stabilisée, l'épine dorsale de la misère du chômage était brisée, le pouvoir d'achat augmentait, la production et le revenu national augmentaient régulièrement, les succès de la politique agricole et de l'organisation du marché agricole devenaient visibles. La tempête révolutionnaire était terminée. On peut espérer à nouveau, du moins c'est ce qu'il semblait.

L'abondance des investissements publics et les premiers effets de la remilitarisation se font sentir dans le secteur de la construction et de l'industrie lourde, et des investissements importants dans l'industrie des matières premières sont imminents. Les premières commandes d'armement sont passées, une industrie aéronautique est créée, les chantiers navals reçoivent des commandes ; le renouveau économique est indéniable. Dans le même temps, l'horizon politique était moins nuageux. Les activités de politique étrangère de Hitler semblaient toutefois extrêmement audacieuses, mais le retrait de la Société des Nations, l'occupation militaire de la zone située sur la rive gauche du Rhin se déroula sans scandale particulier, un accord de fl otten fut conclu avec la Grande-Bretagne, une sorte de pacte de non-agression avec la Pologne, des relations amicales se développèrent avec l'Italie, des traités d'échange de marchandises mutuellement bénéfiques furent conclus avec les États du sud-est de l'Europe ; les Jeux olympiques de Berlin en 1936 furent également un succès international ; l'annexion surprenante et sensationnelle de l'Autriche fut acceptée.

Il s'en est suivi un terrible revers :

Les événements de la "Reichskristallnacht" (9.11.1938) et l'intensification totalement inattendue et illogique des mesures antisémites suscitent à la fois indignation et incertitude dans les foyers. Mais elles ont également détérioré le climat de la politique étrangère dans le monde entier et entraîné une forte baisse des exportations. L'industrie était à nouveau choquée et déstabilisée. Ils ont élevé la voix, probablement principalement en référence aux dommages causés aux relations commerciales extérieures, mais se sont sentis plus ou moins impuissants - et ils l'étaient. Après tout, ils n'avaient même pas eu l'occasion d'empêcher la démission de Schacht en tant que ministre de l'économie du Reich, ce qui avait choqué la grande industrie. Malgré de nombreuses bonnes relations personnelles, notamment avec de nombreux bureaux de la Wehrmacht, avec Göring et son personnel, il ne pouvait être question d'influence politique. Les relations et l'influence ne s'étendaient pas au-delà de la possibilité d'avoir des idées personnelles dans l'intérêt de ses propres entreprises, dans les questions de commandes d'État ou de participation souhaitée à de nouveaux investissements (malheureusement aussi dans des aryanisations) ou à des problèmes de moindre importance. La seule tentative antérieure de l'industrie sidérurgique, en 1936, pour s'opposer à la création de l'aciérie de Salzgitter sur la base du minerai de fer allemand, a complètement échoué.

Le ministre des affaires étrangères, M. von Ribbentrop, n'entretient pratiquement aucune relation avec l'industrie ; il se montre plutôt distant. Les relations avec le ministère des Affaires étrangères ne servent à rien, car von Ribbentrop lui-même entretient des relations plutôt lâches avec son propre ministère. Dans le processus de décision sur les questions politiques importantes, l'AA était beaucoup moins impliquée qu'auparavant, ne serait-ce que pour des raisons de secret ; en outre, il n'existait aucune organisation qui aurait permis à un groupe, aussi important soit-il, d'influencer les décisions de politique étrangère ou autre. Le style de leadership d'Hitler ne le permettait tout simplement pas. Comme on le sait, même le Cabinet du Reich n'a pas été consulté, et encore moins impliqué dans la prise de décision. Dans le cadre de ses activités de politique étrangère, Hitler était apparemment d'avis que seul le plus grand secret pouvait permettre une action réussie.

Dans cette mesure, le style de gouvernement était donc purement dictatorial. Mais cela ne s'appliquait qu'aux questions que Hitler lui-même attirait à lui.

Il n'y avait pas non plus de quartier général organisationnel, pas de flux d'ordres global du haut vers le bas, pas de processus d'information du bas vers le haut. Hitler ne voulait être informé ou sollicité pour des instructions qu'à sa demande expresse. Goering, chaque ministre du Reich et tous les agents spéciaux à tous les niveaux avaient un libre pouvoir de décision dans leur domaine de travail. Pour les problèmes économiques ou d'armement de plus haut niveau, ce sont des personnalités individuelles - mais rarement - et non des groupes qui sont appelés comme experts par Goering, ou en temps de guerre par Hitler lui-même. Les unités de la Wehrmacht ont certes fait largement appel à la coopération de personnalités expertes issues du monde de l'entreprise et dans les questions techniques de l'armement, mais tout cela n'avait rien à voir avec la politique et l'influence politique. Le monde des affaires n'agissait pas comme un partenaire ou même un partenaire égal de l'État, mais plutôt comme un organe subordonné, par exemple comme un serviteur de l'État, comme la fonction publique ou la Wehrmacht.

L'essence de l'État du Führer, la dictature, se manifeste principalement par le fait que l'État et le gouvernement occupent un niveau plus élevé que, par exemple, dans la République de Weimar ; car - selon la philosophie de l'État - le NSDAP et "le Führer" sont les seuls à représenter la volonté du peuple et à la faire respecter. Il n'y a pas d'autres partis que le NSDAP ; les partis précédents ont été dissous. Il n'y avait pas de forces économiques, sociales ou "sociétales" qui auraient pu agir ou se sentir comme des partenaires du gouvernement ou accepter les demandes des groupes. Lorsque, au mépris total de ce principe, un certain Kessler a voulu s'établir en 1933 comme "chef de l'économie" et commencer à agir en tant que tel comme un partenaire égal vis-à-vis du ministre de l'Économie du Reich, il a été immédiatement rappelé, avec l'approbation d'Hitler, par Posse, le secrétaire permanent intérimaire du ministère de l'Économie du Reich de l'époque. C'est alors le Dr Schacht, non national-socialiste, qui, en 1934, par la loi de préparation de la structure organique de l'économie allemande et les lois ultérieures, a mis en place une organisation économique sans faille, très logique et habile, qui était soumise aux instructions du ministre de l'économie du Reich, c'est-à-dire de l'État, et qui nécessitait également son approbation en matière de personnel.

Cette organisation économique doit réaliser le principe :

Directive de l'État, exécutif économique. Le NSDAP en tant que parti n'avait pratiquement aucune influence sur cette organisation économique qui, en temps de paix, s'est révélée être un extraordinaire instrument de l'État, notamment dans l'organisation du commerce extérieur, et en temps de guerre dans sa participation à l'économie de guerre. Outre cette organisation économique, il existe d'autres façons dont l'État s'imbrique dans l'économie. Par exemple, dans la "Communauté obligatoire de l'industrie allemande du lignite" initiée par Schacht comme base financière pour l'hydrogénation du carburant à partir du lignite, ou dans le recrutement d'économistes pour l'exécutif de l'État imposé par le commissaire économique d'Hitler, Wilhelm Keppler. Le professeur Krauch (IG-Farben) a été nommé président du conseil d'administration de l'entreprise de lignite et d'essence soutenue par la "communauté obligatoire" et a amené avec lui de nombreux employés de l'"IG-Farben". Il est transféré au "Bureau des matières premières et des matériaux allemands" de Göring, puis devient également chef du Bureau du Reich pour l'expansion économique et "Plénipotentiaire général pour les tâches spéciales dans l'industrie chimique" de Göring. La large participation d'IG-Farben AG était presque une évidence, puisque la plupart des inventions de matières premières produites synthétiquement étaient basées sur des années de travail de recherche et de développement d'IG. Pour les autres types de matières premières, Keppler a nommé Pleiger et moi-même comme économistes au sein de son équipe chargée des matières premières.

Le principe de la gestion de l'économie par des économistes s'est développé de plus en plus en temps de paix et de guerre, jusqu'à l'époque de Speer. Mais tous ceux qui ont été nommés de cette manière ont automatiquement quitté les rangs de l'économie, pour ainsi dire, et, en raison de leurs connaissances et de leurs capacités, sont devenus des fonctionnaires d'État à titre accessoire et devaient être conscients de cela ; pour la plupart, ils l'étaient. En principe, on pourrait dire :

IG Farben n'avait pas d'influence sur l'État par le biais de Krauch, mais l'État avait une influence sur IG par le biais de Krauch. Et ce n'est pas l'industrie sidérurgique qui a gagné en influence sur l'expansion des capacités sidérurgiques grâce à Pleiger, mais l'inverse.

La Lance - Era

Et à l'époque de Speer : les nombreux chefs de comité et de cercle de l'économie au ministère de l'Armement de Speer gouvernaient l'économie pour Speer et non, par exemple, Speer pour l'économie. Ce n'est pas l'industrie du charbon qui a eu de l'influence sur l'État par le biais de la Reichsvereinigung Kohle (RVK), mais la RVK a appliqué - indépendamment de l'exécutif - les directives de l'État. Il ne faut pas se méprendre sur le fait qu'avec l'ampleur extraordinaire qu'a prise ce principe, tous les économistes n'ont pas pu se retrouver assez rapidement dans le rôle de représentants de l'État, et que des conflits d'intérêts sont ainsi apparus. Mais tout schéma ou principe est presque complet lorsqu'il fonctionne dans 80 % des cas, et c'était certainement le cas à l'époque. Pendant la guerre, des centaines d'économistes se sont identifiés à l'État, qui tenait entre ses mains, sans restriction, le bien et le malheur de sa population, qu'on le veuille ou non. La question d'une opposition ou même d'une révolution de l'économie ne s'est posée à aucun moment, pas même parmi ceux qui avaient perdu leur confiance dans l'État ou le désapprouvaient. La question également posée par les historiens, à savoir pourquoi le monde des affaires n'a "rien fait", est irréelle. Il n'avait pas de pouvoir, il n'avait personne sur qui s'appuyer pour penser à un coup d'État. Ils étaient dans un bateau en pleine tempête : le bercement ne promettait aucun salut. Après tout, la conspiration des officiers du 20 juillet n'avait personne derrière elle non plus. Ils ne le savaient pas, c'est tout.

Le grotesque avec lequel les "historiens" de la "RDA" peuvent déformer les relations entre l'État et l'économie est démontré par l'affirmation selon laquelle Kehrl, en tant que "représentant du capital monopoliste" dans la planification centrale, était le véritable exécutant et que les membres de la planification centrale n'étaient que des employés. Personne dans la grande industrie ne m'aurait considéré comme le "représentant de la grande industrie", d'autant plus que j'étais également connu comme un national-socialiste.

Économie et réarmement dans le Troisième Reich

Il a déjà été démontré dans une section précédente de ce document que ni l'administration économique ni l'industrie n'étaient informées des activités de politique étrangère prévues par Hitler et de ses objectifs de politique étrangère à long terme, si tant est qu'il y en ait. La réconciliation avec la France a été poursuivie aux niveaux les plus divers, même dans l'organisation du parti :

Une renonciation définitive à l'Alsace-Lorraine, mais pas à la région de la Sarre, a été préparée de manière propagandiste. Pour autant que l'on sache, la Grande-Bretagne, la Belgique et la Hollande étaient considérées comme taboues en matière de politique étrangère et de questions militaires. La remilitarisation et le réarmement étaient les seules indications réelles de la possibilité d'un futur engagement militaire, car ils ne pouvaient être dissimulés. Tout observateur attentif de l'administration économique et de l'industrie pouvait tirer des conclusions de la construction de casernes et d'avions, de l'augmentation des garnisons, des usines d'aviation nouvellement construites et de leur production, des commandes d'habillement et d'équipement d'une part, d'armes d'autre part.

Le retard accumulé par l'armée de 100 000 hommes dans toutes les branches des forces armées était si important qu'au moins jusqu'en 1938, rien de remarquable n'apparaissait qui aurait pu suggérer des objectifs lointains. En 1936, le Dr Schacht, en sa qualité de ministre de l'économie du Reich, est nommé "plénipotentiaire général pour l'économie" (GBW) (y compris les ministères de l'agriculture, des finances et du travail) "en cas de danger imminent de guerre" - le cas dit MOB (cas de mobilisation) - et un système de préparation à la mobilisation est institutionnalisé dans tous les ministères, mais cela ne fait pas sensation. L'armée professionnelle de 100 000 hommes

n'avait pas eu besoin de préparation à la mobilisation : c'était une armée de cadres. Lorsque Funk succède à Schacht comme ministre de l'économie du Reich en 1938, il devient lui aussi GBW ; Funk n'est certainement pas une figure martiale, comme on pourrait imaginer un général plénipotentiaire en temps de guerre. En sa qualité de GBW, un secrétaire d'État lui était attaché uniquement pour les préparatifs de la foule, initialement avec le secrétaire d'État fonctionnaire Dr. Au RWM et dans les départements militaires, on plaisantait en disant que ces deux décisions concernant le personnel étaient "une preuve convaincante de la paix d'Hitler". Tous deux étaient difficiles à imaginer en tant que "gestionnaires de crise" en temps de guerre.

Dans le programme du plan quadriennal, dont j'ai pris connaissance à l'époque dans son intégralité, y compris le secteur militaire, rien n'a été inclus qui n'aurait pas dû être fait raisonnablement dans les mêmes ordres de grandeur de toute façon en raison du manque de devises étrangères et des besoins d'importation de matières premières de notre économie industrielle, même si, en même temps, les officiers travaillant dans le bureau des matières premières et des matériaux allemands et dans l'état-major économique et d'armement du général Thomas ne se sont pas lassés de représenter les soi-disant "demandes de la Wehrmacht" comme urgentes dans tous les domaines. Mais en réalité, seules les capacités de carburant d'aviation et d'explosifs et leurs produits préliminaires, et peut-être d'aluminium pour la Luftwaffe, n'auraient pas été nécessaires pour le développement économique global attendu en cas de paix de cette ampleur. Il n'y avait rien de perceptible à cette époque d'un véritable plan directeur méthodique pour la Wehrmacht, qui aurait dû mener une grande guerre. Il existait de nombreux plans individuels, souvent sans lien entre eux, pour de nombreux services (selon le principe militaire éprouvé : une demande trop forte ne fait jamais de mal, une pénurie crée des problèmes). Mais il n'était pas question d'une planification réfléchie d'une guerre majeure. Il n'y avait même pas la moindre clarté sur les exigences réelles. Au cours de la guerre de Pologne de 1939, qui a été d'une brièveté inattendue, la Luftwaffe était totalement à court de bombes, c'est-à-dire qu'à la fin de la guerre, elle était presque en rupture de stock. Pour la guerre française, cependant, les besoins en munitions de l'artillerie ont été largement dépassés. (Lors de la "Blitzkrieg", l'artillerie a tiré moins que ce qui avait été calculé).

(Dans les plans d'armement, ni l'administration économique ni l'industrie de l'armement ne pouvaient lire ou même deviner l'imminence d'une grande guerre, et encore moins d'une guerre mondiale. Il n'est pas exagéré de dire que le véritable armement pour la guerre n'a commencé que pendant la guerre !
Les faits militaires le prouvent aussi clairement).

À la fin du mois d'août 1939, avant le début de la guerre de Pologne, des membres de la classe d'âge 1896-1900 ont été enrôlés du jour au lendemain dans la Wehrmacht afin de remplir les troupes actives avec des soldats ayant une expérience de guerre de la Première Guerre mondiale. Les hommes enrôlés, les sous-officiers et les sergents devaient soutenir les unités actives avec un corset de vétérans de guerre, pour ainsi dire. Ces cohortes ont été démobilisées peu après la fin de la guerre de Pologne.

Au début de la guerre en août 1939, les voisins du Reich allemand lui sont largement supérieurs en unités militaires et en nombre de soldats prêts pour la guerre, même si l'on ne prend en compte que la France et la Pologne. Après la marche contre la Pologne, il restait pour le front occidental un total de 18 divisions de réserve, huit divisions actives et pas une seule division blindée. Ils étaient opposés à 110 divisions françaises ! Au début de la guerre, nos réserves de carburant couvraient un besoin supposé de 4 à 5 mois en cas de mobilisation totale.

La remilitarisation et l'armement battaient leur plein au début de la guerre mondiale, mais n'avaient en aucun cas atteint la force des forces armées qui nous entouraient. Il était donc naturel que l'administration économique et l'industrie, de manière purement émotionnelle, sans connaître les chiffres militaires exacts, suivent l'évolution de la situation depuis les accords de Munich avec une grande inquiétude et un profond scepticisme. Le désarmement de la Tchécoslovaquie par chantage militaire a été le véritable tournant. Hitler n'avait pas donné de garantie écrite pour le

reste de la Tchécoslovaquie à Munich, mais il en avait clairement fait miroiter la possibilité ; pour la première fois, les non-allemands étaient subordonnés à la souveraineté du Reich. Ces deux choses ont dû - à notre avis - nous coûter la confiance du monde entier. L'ouverture de la guerre contre la Pologne et la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France ont alors ouvert en grand les portes d'un avenir menacé de danger.

La guerre comme porte de sortie ?

Le réarmement était-il nécessaire pour améliorer la structure économique interne du Reich ?

La situation économique générale en 1938/39 a-t-elle poussé Hitler à la guerre afin d'éviter que sa popularité ne s'effondre avec de nouveaux succès, ou est-ce parce que la situation économique l'a contraint à prendre cette action de substitution expansionniste ?

Ces deux thèses ne peuvent être qualifiées que de complètement farfelues, voire absurdes.

1 La popularité d'Hitler avait, comme nous l'avons déjà décrit, atteint un sommet en 1938/39 qui ne pouvait guère être dépassé. Sur le plan politique, l'incorporation complète du territoire de la rive gauche du Rhin à la souveraineté du Reich était réalisée ; l'incorporation de l'Autriche et des Sudètes, approuvée par toute la nation, avait été accomplie sans coup férir. La région de la Sarre appartient à nouveau pleinement au Reich. Les restrictions discriminatoires du traité de Versailles dans le domaine militaire (armée professionnelle de 100 000 hommes, pas d'armée de l'air, pas de marine) ont été supprimées. Le Reich allemand avait des droits égaux dans tous les domaines.

2) Le chômage qui détruisait l'économie et le peuple avait été vaincu, comme décrit ci-dessus, et le plein emploi avait été atteint à la fin de 1938, et en même temps la dette extérieure allemande avait été réduite de 19 milliards de Reichsmarks en février 1933 à 9 milliards de Reichsmarks en 1938.

Non, le réarmement n'a pas été un moteur nécessaire de l'économie nationale en 1938/39 ; au contraire, il a entravé un développement égal de tous les secteurs de l'industrie, puisque, par exemple, l'industrie des biens de consommation a été désavantagée par le manque de devises et de quotas de matières premières par rapport à l'industrie impliquée dans l'armement, et a été entravée dans les investissements en machines.

Le Front du travail de Ley prévoyait d'importants investissements sociaux et le ministère de l'alimentation avait un vaste programme de mécanisation et de motorisation de l'agriculture. En effet, l'établissement d'une chaîne du froid complète du producteur au dernier consommateur pour les produits agricoles périssables - à l'époque encore une idée totalement nouvelle - était en préparation ! La motorisation n'en était, selon les normes d'aujourd'hui, qu'à ses débuts, la Reichsbahn avait de grands projets d'investissement, et même les exportations, notamment vers l'Europe du Sud-Est et l'Amérique du Sud, auraient pu être considérablement augmentées si seulement les quotas nécessaires avaient été disponibles. Les bâtiments destinés à la flotte marchande auraient pu être favorisés au lieu de la flotte de guerre préférée. Partout, les idées d'investissement et de production avaient bouillonné avec le dynamisme que la relance de l'industrie avait libéré de la torpeur des années de crise. Tout cela a été empêché par la préférence accordée aux armements et aux investissements dans l'armement. Sans guerre et sans nouvel "espace vital", l'économie et la population auraient pu envisager un avenir prospère.

4 Certains auteurs semblent suspecter ou envisager la possibilité d'autres "motifs de politique intérieure" d'Hitler.

Je ne cite que quelques références des contributions à l'ouvrage collectif. Forstmeier/Volkmann "Économie et armement à la veille de la Seconde Guerre mondiale" !

Timothy W. Mason parle, entre autres, de "signes de crise à l'intérieur du pays, d'une perturbation inflationniste de l'économie monétaire et de crédit allemande" ou du fait que "les finances de l'État se sont effondrées", du fait que "le DAF (Front ouvrier allemand) a complètement échoué", d'une "fatigue de l'exportation", d'une "grave tension sociale", voire "du démantèlement des acquis sociopolitiques" (page 189) - sans préciser ce qu'il entend par là. Et enfin, "la volonté de sacrifice de la part des gouvernés n'a pas été donnée".

Allan S. Milward parle même d'une "politique anti-ouvrière extrême", Hans-Erich Volkmann d'une "situation de crise insurmontable en 1938/39".

Il semble que beaucoup trop de conclusions aient été tirées de sources que je ne connais pas et que les auteurs n'ont pas mentionnées. Le général Thomas, par exemple, a souvent adopté sans critique le pessimisme délibéré de Schacht ou aussi du commissaire aux prix Wagner ou peut-être aussi des rapports hebdomadaires ou mensuels du S.D., que je lisais très fréquemment.

Une chose que je peux dire fermement en tant que spectateur et contributeur contemporain, pleinement orienté :

" En 1938/39, on ne pouvait pas parler de " graves tensions sociales ", d'une " politique anti-ouvrière extrême " ou du fait que le " DAF a complètement échoué ". Et qu'il y avait une "forte volonté de faire des sacrifices de la part des dominés" a été prouvé de manière irréfutable par le déroulement de la guerre. Sur ce problème, je voudrais citer exceptionnellement mon livre "Crisis Managers in the Third Reich". (S. 45)

"Il y a quelque temps, j'ai lu dans un article de la comtesse Dönhoff dans le 'Zeit' :

En fait, il est étonnant qu'avec le large éventail de représentations dont dispose le citoyen, du conseil des parents au parlement, le sentiment de ne pas être impliqué se transforme aujourd'hui en une oppression aussi insupportable - alors qu'à l'époque d'Hitler, lorsque l'opinion individuelle ne comptait pour rien, la majorité avait le sentiment de pouvoir faire une différence infinie".

——————

C'était simplement le sentiment que ce n'était pas "eux" qui faisaient quelque chose, mais que "nous" faisions quelque chose. Chacun était là, ou pouvait être là, s'il le voulait. Je crains que l'histoire des centaines de milliers d'idéalistes qui ont travaillé pour le Front du travail, l'Association des femmes, l'Organisation du bien-être du peuple, pour "La force par la joie", pour "La mère et l'enfant" ne soit jamais écrite. Mais pour ceux qui se souviennent de l'époque, il s'agissait d'un contenu important - sinon le plus important - de la période du Troisième Reich, qui n'a été relégué au second plan qu'avec le début de la guerre.

Sur la base des idées de la loi "sur l'ordre du travail national", l'attitude et la responsabilité sociales des entrepreneurs ont été éveillées et mobilisées sur le plus large front. Des années de coopération fructueuse avec les délégués syndicaux et le Front du travail ont permis à l'objectif principal, à savoir le dépassement de la pensée de la lutte des classes et

l'élimination de la grève comme moyen de lutte possible, de réussir dans une mesure surprenante."

Je n'ai qu'une chose à ajouter à cette citation : J'ai l'espoir fondé que l'histoire de la politique sociale du Troisième Reich sera bientôt écrite par un parti hautement compétent.

Dans de nombreux cas, le développement économique est traité historiquement de manière plus précise. Il a été retracé, par exemple, dans "Commerce extérieur et réarmement en Allemagne de 1933 à 1939" aux pages 81 à 111 (et non 112) de manière tout à fait exacte.

5 On ne peut pas non plus contredire Timothy W. Mason, selon lequel "une formidable inflation s'était déclenchée" - seulement après les expériences du passé et du présent, le mot "formidable" est de loin trop exagéré -, et les "finances (également en 1938/39) ont commencé à devenir critiques", d'autant plus qu'au cours de ces deux années (mais seulement à ce moment-là !) "le boom international de l'armement" a commencé à avoir des effets.

Mais pour autant que je sache, on ne peut pas parler de crise réelle ou même de menace de crise à l'heure actuelle.

Il est également vrai que l'on pouvait supposer que "les besoins financiers du secteur public continueraient à croître" et que les "pénuries permanentes de devises" augmenteraient. Mais malgré tout cela, la situation n'était pas en crise à cette époque. Le problème décrit par Mason était également l'un des points de discorde qui ont conduit à la démission du Dr Schacht en tant que ministre de l'économie du Reich en 1938 et en tant que président de la Reichsbank en janvier 1939.

Funk l'a remplacé dans les deux fonctions. Lui, les hommes de sa direction de la Reichsbank et même le ministre des Finances du Reich, Schwerin-Krosigh, étaient des personnalités averties et imaginatives et certainement de nature plutôt prudente. Naturellement, ils se sont immédiatement réunis pour faire le point sur la situation. Il n'y avait aucune raison de paniquer. Les finances et l'évolution de l'inflation seraient maîtrisées sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures spectaculaires.

Les deux sont encore sous contrôle à l'approche de la fin de l'année 1940. Les territoires occupés et la situation économique de l'Italie posent des problèmes difficiles.

Le contrôle monétaire, la gestion stricte des devises, le contrôle des produits de base et de la production, et le contrôle des prix ont été développés ces dernières années en un ensemble d'instruments respectables et permettant une flexibilité considérable. Cependant, ni Darre, cité par certains historiens comme témoin, ni le général Thomas et son état-major économique et d'armement ne connaissaient la nature, le fonctionnement et l'imbrication de cet ensemble d'instruments.

Même les prédictions pessimistes de Schacht ne se sont pas réalisées, du moins pas avant le début de la guerre de Russie.

6 Timothy W. Mason écrit dans son article mentionné à plusieurs reprises (à la page 165) :

"Même à l'été 1939, une guerre prédatrice n'était très certainement pas la seule façon de sortir de cette impasse."

Très vrai ! Une guerre de brigandage n'était même pas prévue, peut-être pour la simple raison que personne dans le Reich ne semblait savoir que d'énormes quantités de rhodium étaient stockées dans les ports néerlandais, belges et français en prévision de la guerre. Et on aurait pu le savoir ! Parce que la "BI Z" à Bâle. "Banque des règlements internationaux", avait fidèlement et

consciencieusement rendu compte de ces importations et dépôts spéciaux sur une base continue. Mais ces rapports n'ont probablement pas été lus par les responsables des départements, peut-être parce qu'ils étaient trop secrets ! Lorsque j'ai visité en voiture les territoires nouvellement occupés des Pays-Bas, de la Belgique et du nord de la France au cours de la première semaine de juin 1940, j'ai également visité les ports de Rotterdam, d'Anvers et de Calais, entre autres, qui regorgeaient d'importations, également ou surtout de matières premières de toutes sortes (presque exclusivement des achats de précaution par les gouvernements eux-mêmes).

Personne ne s'était intéressé au contenu des entrepôts jusqu'alors. Ils étaient "sécurisés" par des gardes de l'OKW et de la Marine. Les services militaires se disputent pour savoir qui a droit au butin de la guerre. Personne ne semblait être responsable du fait que le contenu du port et les entrepôts profondément échelonnés à l'intérieur des terres étaient extrêmement menacés par d'éventuels raids aériens et les incendies de forêt qui en résultaient, tout comme apparemment personne dans les forces armées anglaises et françaises n'était responsable d'une destruction aussi facilement accomplie par les raids aériens.

J'avais estimé les quantités stockées de diverses matières premières sur mon pouce et j'en ai informé le général von Hanneken à mon retour. Ni lui, en tant que responsable des matières premières de la RMW, ni le général Thomas n'en avaient entendu parler, ou en tout cas ne s'y étaient intéressés. Je me suis arrangé avec l'OKW pour que des agences civiles s'occupent de l'enlèvement. (L'Intendantur aurait été trop lent). La saisie de ces biens, qui s'est ensuite poursuivie rapidement, n'a d'ailleurs fait l'objet d'aucune objection au regard du droit international, puisqu'il s'agissait dans leur quasi-totalité de biens d'État, qui devaient être qualifiés de "butin" en vertu des règlements de La Haye. Grâce à d'âpres négociations avec l'OKW, il a finalement été décidé que tous les stocks de matières premières étaient soumis au pouvoir de disposition du ministère de l'économie du Reich.

"Autarcie" - partie de la Weltanschauung de la NS ?

En 1968, Dieter Petzina - probablement le premier - a présenté un travail approfondi qui, grâce à une évaluation minutieuse de toutes les sources disponibles à l'époque et surtout aussi des statistiques, retrace assez fidèlement dans l'ensemble la politique agricole, la politique des matières premières, la politique des changes et, dans une certaine mesure, la politique commerciale extérieure du Troisième Reich dans les années 1933-1939.

J'aimerais toutefois y contribuer par quelques brefs ajouts et réflexions supplémentaires :

1) Je ne connais aucun dirigeant du Troisième Reich qui aurait propagé l'"autarcie" comme un slogan ou qui l'aurait publié comme une partie indispensable d'une politique nazie de l'espace vital.

2. certaines remarques fortuites de M. Petzina pourraient donner l'impression que la politique d'autarcie fait partie d'un effort visant à *"établir un système économique antilibéral"* (page 10). Ailleurs, il indique brièvement : *" . . . que le plan quadriennal était destiné à détacher l'Allemagne de l'alliance économique mondiale"* (page 18). Le relâchement d'une alliance économique mondiale - si tant est que l'on puisse parler d'une telle alliance sous cette forme concrète dans les années 30 après la crise économique catastrophique - était tout au plus la conséquence inévitable d'un manque de devises et d'une baisse des exportations, mais pas un objectif recherché.

Petzina lui-même souligne que la "source importante de ses investigations", en raison de l'absence d'autre matériel documentaire, était le matériel de l'ancien Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, qui était dirigé par le colonel Thomas**.** Ce matériel ne peut être utilisé pour des enquêtes historiques qu'avec un certain degré de prudence. Je connaissais personnellement bien le colonel Thomas, d'autant plus qu'il était lié à l'industrie du tissu de la Basse-Lusace, et je sais donc de source sûre qu'il était étroitement associé à Schacht à cette époque et plus tard. Cela peut expliquer en partie le fait que Thomas, dans ses élaborations, notes et comptes rendus détaillés, a vu beaucoup de

choses à travers les lunettes de Schacht, et Schacht, pour ne pas dire plus, n'était pas du tout enclin à une grande objectivité lorsqu'il argumentait.

4. Schacht avait manifestement tout faux sur au moins trois points importants.

a) Il a présumé, avec une arrogance excessive et dans un style impossible, de critiquer la politique agricole du ministre de l'Alimentation du Reich, Darre, et d'exiger des changements, alors que Darre ne lui était en aucun cas subordonné, mais était son égal. À cette époque, je recevais continuellement des copies des lettres échangées des deux côtés au sujet de ces connexions.

b) Schacht a refusé d'allouer des devises étrangères au REM, ce que ce dernier avait demandé à juste titre afin de pouvoir approvisionner plus adéquatement en devises étrangères le secteur économique sous son contrôle, celui de Schacht. Il a donc voulu agir comme un juge dans sa propre cause.

c) Le fait que Schacht, en tant que président de la Reichsbank, administrait les devises ne signifiait pas qu'il avait un pouvoir de disposition. Si deux ministères ne sont pas d'accord, la décision revient au seul chancelier du Reich. Hitler a donc logiquement transféré à Göring, en tant que son adjoint (quasi chancelier du Reich), le pouvoir de décider des devises étrangères pour l'avenir.

d) Face à Keppler et plus tard aussi à Göring, Schacht a adopté la position selon laquelle la production de substituts (comme il aimait les appeler, bien que ce terme soit désapprouvé) ne serait "économiquement justifiable" que s'ils ne sont pas plus chers que les matières premières étrangères. Cette affirmation était aussi arbitraire qu'illogique. Elle était dirigée principalement contre Buna, contre le minerai de fer et les fibres chimiques allemands. Si nous ne disposions pas de suffisamment de devises pour couvrir nos besoins en matières premières, il était impossible d'en conclure que nous ne devions pas utiliser du Buna coûteux ou des fibres chimiques coûteuses.

Il aurait été tout aussi logique que Schacht prenne cette position : Si nous ne pouvions pas exporter de manière rentable, nous devrions nous abstenir d'exporter, car une perte d'exportation serait économiquement "injustifiable". Ici, cependant, Schacht a adopté une position complètement différente. Dans le "nouveau plan", les exportations ont été massivement encouragées au moyen de subventions à l'exportation pouvant atteindre 60 % des prix de vente réalisables. Les motivations de Schacht étaient donc manifestement autres que la "justification économique "jj5 **.** Petzina écrit, entre autres, sur l'époque de la crise du change en 1936 :

"Goering a d'abord tenté de se soustraire à une décision en ordonnant l'enregistrement de tous les "titres étrangers en possession des Allemands, ainsi que la collecte accélérée des biens allemands en souffrance et la réalisation éventuelle des avoirs étrangers allemands.""

Il n'est pas reconnu ici que la "crise de change" était principalement due au fait que l'économie exportatrice, surtout au cours des douze derniers mois, avait montré une tendance à ne pas exiger le paiement rapide des dettes en cours ; dans de nombreux cas, elle préférait de toute façon disposer d'un solde de devises librement disponible à l'étranger et, par conséquent, non seulement ne pas exiger leur paiement rapide, mais - semble-t-il - dans certains cas même .... ?

J'avais moi-même constaté cet état de fait par des contrôles ponctuels dans mon district de la chambre de commerce et j'ai conseillé à Keppler de prendre des mesures appropriées de la part de la Reichsbank, ce qui a été fait avec un succès suffisant. Il ne s'agissait donc nullement d'"épuiser les dernières ressources", comme le pense Petzina, mais d'éliminer un développement erroné.

Alors, de quoi s'agissait-il vraiment ? M. Petzina fait remarquer à juste titre que le terme "autarcie" a une longue histoire. Dans le "Ploetz - Extrait de l'histoire -", le mot "autarcie" est répertorié dans l'index des sujets sur cinq pages, pour la première fois à l'époque archaïque, pour la deuxième fois le mot est mentionné dans l'histoire égyptienne sous les Ptoloméens, puis dans le contexte de la politique économique du Mexique pendant la Seconde Guerre mondiale et enfin en rapport avec la politique économique de l'Argentine entre 1944 et 1946. Le Brockhaus 1921 définit l'autarcie "comme la forme économique d'un État qui, du fait qu'il possède un sol fertile, des ressources minérales et des sources d'énergie (charbon et eau), est économiquement indépendant des pays étrangers." Malheureusement, nous n'étions rien de tout cela. Ce qui est ou était faussement attaqué comme une politique d'autarcie n'était rien d'autre qu'une action réfléchie, intensive, globale et pragmatique dans une situation de crise économique. Cela n'avait absolument rien à voir avec la Weltanschauung ou les idées nationales-socialistes.

C'est peut-être l'endroit approprié pour contrer d'autres idées fausses :

Des historiens m'ont demandé, par exemple, si l'administration économique était influencée ou entravée dans ses actions par les philosophies ou les objectifs idéologiques nationaux-socialistes. Ce n'était pas le cas. Les concepts politiques tels que le racisme, l'expansion du Lebensraum, ou même la germanisation, n'étaient tout simplement pas présents dans l'arène de la politique économique. La germanisation était plutôt une philosophie privée de Himmler dans la sphère SS, basée sur l'idée floue que les races héréditaires germaniques avaient plus de valeur que les autres races et que, par conséquent, les relations avec les peuples d'origine germanique devaient être particulièrement étroites. De tels rêves n'avaient pas leur place dans la politique économique. Les personnes engagées dans la politique économique n'ont pas non plus été approchées de quelque manière que ce soit afin de gagner en influence. L'économie et la politique économique n'avaient pas leur place dans la politique étrangère du Troisième Reich. Nous n'étions pas impliqués de quelque manière que ce soit dans l'élaboration de la politique étrangère. Lorsque des décisions ont été prises, nous n'avons été informés que tardivement et de manière imparfaite.

En théorie, bien sûr, le Foreign Office est responsable de la politique étrangère, mais cela reste de la théorie. Car la véritable politique étrangère se déroulait dans les cercles les plus restreints, à un niveau élevé :

Hitler, ministre des Affaires étrangères du Reich, son secrétaire d'État, certains directeurs ministériels de l'AA et d'importants ambassadeurs. Le Foreign Office était doté d'une bureaucratie ministérielle à peu près identique à celle de toujours. Von Ribbentrop n'y change rien, même s'il s'y emploie avec des plans drastiques. Il n'y avait qu'une seule partie de la politique étrangère sur laquelle la bureaucratie du Foreign Office revendiquait et faisait largement respecter une priorité, à savoir la conclusion de traités de commerce extérieur. Ici, la direction et la bureaucratie du Foreign Office ont jalousement gardé à l'esprit qu'elles devaient déterminer les lignes directrices des traités de commerce extérieur, quels qu'ils soient. Les lignes directrices découlent presque inévitablement du climat qui existait avec les différents États, mais pour le reste, la négociation de traités de commerce extérieur est une question entièrement pragmatique. Il est vrai que le Foreign Office pouvait insister auprès du ministère de l'Économie pour que les désirs incessants de l'Italie soient satisfaits dans une certaine mesure, ou pour que l'Espagne reçoive d'importantes promesses de fournitures si elle entrait en guerre à nos côtés (ce qui n'était pas possible), ou enfin pour que les désirs de traités commerciaux de l'Europe du Sud soient traités avec le plus grand soin possible. Ici, cependant, l'influence politique a déjà pris fin.

Lorsque j'ai parlé d'" administration économique " dans ce qui précède, je n'entends pas seulement le ministère de l'Économie du Reich, mais aussi l'organisation ministérielle du plan quadriennal. Ce n'était pas très étendu, et je connaissais à peu près tous ceux qui y travaillaient. Mais je ne me souviens pas d'un seul qui ait prétendu être un partisan convaincu du national-socialisme, ou qui, s'il l'avait prétendu, aurait été cru. Même au sein du ministère de l'économie du Reich, les nationaux-socialistes engagés sont une minorité absolue. Il est possible que les assesseurs ou les

conseillers d'État nouvellement nommés aient eu une carte de parti, mais cela n'avait pas vraiment d'importance, car nous n'étions pas concernés par la politique au sens propre. Les différences se situent plutôt au niveau du tempérament : nous, les nationaux-socialistes, avons fait preuve de moins de prudence, de moins de timidité, de moins de bureaucratie, et nous possédions peut-être plus de responsabilités, plus d'assurance, plus de rapidité, peut-être aussi plus d'engagement objectif.

Enfin, et probablement surtout, nous, les nationaux-socialistes, étions optimistes, la bureaucratie d'autrefois, et aujourd'hui encore plus, plutôt pessimiste et sceptique.

L'administration économique avait peu de marge de manœuvre. Tout tournait autour des "ressources", de leur accroissement dans la mesure de nos moyens, de leur utilisation économique, de leur répartition judicieuse dans le présent et de la préparation d'un avenir sombre. Par l'intermédiaire des commandants militaires compétents, nous avons conseillé l'administration dans les territoires occupés. En 1943, je me suis rendu en Italie avec mon ministre Funk pour conseiller notre allié sur la manière dont il pourrait mieux économiser ses ressources. Au cours des dernières années de la guerre, bien sûr, le problème principal a toujours été de libérer des ressources pour l'armement tout en maintenant au mieux la vie économique.

Pour nous, ce n'était pas de la politique. C'était une gestion de crise au sens propre du terme. C'est pourquoi j'ai appelé mon livre *"Les gestionnaires de crise dans le Troisième Reich".*

Les structures de pouvoir

Dans une contribution à l'anthologie "Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges" (Économie et armement à la veille de la Seconde Guerre mondiale), Eike Henning s'indigne à un moment donné du fait que "pour Ernst Nolte", dans le mouvement du Führer, "seul le Führer peut faire des déclarations contraignantes". Mais c'était bien le cas. **Le pouvoir d'Hitler s'exprimait dans le fait qu'il dirigeait totalement le parti et l'État. Les décisions relatives au personnel dans la plus haute région de direction du parti et de l'État ne pouvaient être prises que par lui et n'étaient prises que par lui.** Cela s'applique aux ministres du Reich, aux gouverneurs du Reich et aux ambassadeurs dans l'État, ainsi qu'aux plus hauts dirigeants des SA et des SS et aux dirigeants du Reich et aux Gauleiters dans l'organisation du parti. Chacun de ces détenteurs du pouvoir pourrait être rappelé à tout moment sans qu'il soit concevable qu'il ait jamais opposé une résistance ou même qu'il ait pu s'en sortir. Assez curieusement, cela s'applique également à la période de la dernière moitié ou des trois quarts de la guerre, lorsque Hitler - à mon avis - n'était plus capable de gouverner. Elle s'étend également aux plus hauts responsables du pouvoir, tels que Göring ou Himmler (ou aux Gauleiter) ; ils ne possédaient tous, pour ainsi dire, qu'un pouvoir dérivé.

Il aurait été inconcevable que le pouvoir dont disposait l'un des grands ait pu être utilisé par eux contre Hitler. Bien sûr, certaines personnalités ont eu une grande influence. Mais le pouvoir et l'influence sont des catégories bien différentes. Le style de direction d'Hitler, sur lequel j'écrirai séparément, était dans tous les domaines axé sur le fait qu'il voulait lui-même prendre "le moins de décisions possible". Il ne voulait pas non plus être constamment informé de tout ce qui se passait, ni même des événements les plus importants dans tous les domaines, ni même qu'on lui demande des instructions. Hitler s'est constitué des points focaux de décision en termes de temps et de faits, sur lesquels il s'est concentré exclusivement. Mais il lui arrivait aussi - plutôt rarement - de prendre des décisions sur des problèmes individuels.

Mais la règle générale était que, par exemple, chaque Gauleiter, ministre du Reich ou "commissaire du Reich" dans les territoires occupés pouvait décider de tout à sa guise, sauf s'il ne se sentait pas capable de prendre sa propre décision dans un cas particulier. Le même principe s'applique aux plénipotentiaires spéciaux à tous les niveaux.

Il n'était pas nécessaire pour quiconque possédait des pouvoirs ou une autorité de parvenir à un "accord" avec des comités ou des personnes. Ce système - dangereux - était la base de la vivacité d'esprit et de la rapidité avec lesquelles une organisation gigantesque a temporairement fonctionné sans bureaucratie sur de grandes parties de l'Europe.

Le "fascisme" dans le troisième Reich - une fraude à l'étiquette communiste

Si on ouvre le "Ploetz", extrait de l'histoire, édition 1968, on lit dans le résumé à l'histoire la plus récente à la page 1211 u .f. .

"Tandis que le pouvoir bolchevique s'affirme avec toute impitoyabilité en politique intérieure et que la Russie se développe en une formidable puissance industrielle, l'Europe souffre des antagonismes qui n'ont pas été éliminés mais multipliés en 1919. En termes de politique constitutionnelle, cela s'accompagne d'une "crise de la démocratie" générale, en termes de politique économique d'un retard du potentiel des Etats européens par rapport au développement des grandes puissances mondiales. L'opposition naissante entre la Russie bolchevique, révolutionnaire mondiale, d'une part, et les États-Unis d'Amérique et l'Europe occidentale, d'autre part, est masquée dans les années 1930 par la politique expansionniste des Allemands, des Italiens et des [...] apaniens, qui, contrairement aux autres grandes nations, sont étriqués. En Italie et en Allemagne, de nouvelles idéologies politiques et formes constitutionnelles sont développées dans le fascisme et le national-socialisme, dans lesquelles la crise de la démocratie est censée être surmontée et la défense militante contre le bolchevisme exprimée."

Dans les contributions historiques sur l'histoire économique et sociale du Troisième Reich, on constate, surtout chez les "historiens" de la "RDA", que le "national-socialisme" est généralement remplacé par le "fascisme". Les générations qui grandissent en "RDA" ne sont pas censées apprendre du tout qu'il y avait des s o c i a 1 i s t e s nationales ou même que le NSDAP était un "parti des travailleurs". Dans le même temps, le "capitalisme" est apparemment inclus et étiqueté comme étant en partie responsable - voire le principal coupable - de la guerre, dans laquelle les entrepreneurs sont accusés d'être une "structure de pouvoir fasciste". Cette aliénation est également adoptée avec une étonnante insouciance par pas mal d'"historiens" et d'"historiographes" en République fédérale d'Allemagne, **alors qu'ils devraient savoir qu'il s'agit d'une véritable falsification de l'histoire.**

Il n'y avait pas de fascistes, pas de structures de pouvoir fascistes et pas d'organisation fasciste dans le Troisième Reich. **Le nom "fascisme" ou "fasciste" n'a jamais été utilisé, même par les opposants au national-socialisme dans le troisième Reich, ni même par les vainqueurs lorsqu'ils ont occupé le Reich allemand. Ils ont simplement parlé de "nazis et de nazisme".**

Dans son livre "Die deutsche Diktatur - Entstehung, Struktur und Folgen des Nationalsozialismus" (La dictature allemande - Origine, structure et conséquences du national-socialisme), l'historien Karl Dietrich Bracher est le premier à donner un compte rendu global du national-socialisme en Allemagne qui soit pertinent pour la politique de l'État. Heureusement, il a maintenant complété cet ouvrage par le livre "Zeitgeschichtliehe Kontroversen zum Faschismus, Totalitarismus, Demokratie" (série Piper, volume 142).

Bracher introduit le mot "totalitarisme" comme un terme générique dans lequel sont réunies toutes les menaces contre la "liberté". Il comprime les caractéristiques du totalitarisme - qu'il soit de droite ou de gauche - ainsi :

"Prétention exclusive à la direction d'un parti et d'une idéologie, contrôle total de tous les moyens de communication et de tous les moyens de coercition."

Bracher fait remarquer que même lorsque le système totalitaire, comme le communisme soviétique, commence par une direction collective, la tendance au "culte du chef" est immanente : Staline, Mao, Castro.

Ces dernières années, le terme "fascisme" ou "fasciste" a de plus en plus perdu son sens originel, s'il en a jamais eu un. Dans une réflexion sur le livre de Bracher, Joachim Besser, ancien rédacteur en chef du Kölner Stadt-Anzeiger, écrit, entre autres choses :

"Qui est réellement un fasciste ? Si l'on veut tirer une somme de nombreuses discussions politiques, on pourrait répondre : quiconque ne me convient pas.
En fait, la discussion sur le fascisme a dégénéré en idéologie. Elle a complètement perdu son fondement historique.
Tous les systèmes démocratiques non occidentaux sont ainsi qualifiés par des mots à la mode, même s'ils ne comportent que quelques éléments "fascistes", voire aucun. Strauss est traité de fasciste. Les étudiants de gauche ont reçu la même accusation de Günter Grass, et la gauche radicale, à son tour, traite de manière simpliste tous ceux qui ne sont pas d'accord avec elle de fascistes.
La propagande de Moscou tourne à plein régime. Quiconque n'est pas d'accord avec le Kremlin est un fasciste, et les sociaux-démocrates, par souci de simplicité, sont des "sociaux-fascistes". Un terme utilisé de cette manière devient vide de sens ; on a honte de l'utiliser désormais."

Une chose est certaine, quiconque lance le mot "fasciste" dans l'histoire du Troisième Reich ne veut pas clarifier les faits historiques, mais les obscurcir ou les falsifier.

Le style de leadership d'Hitler

Lorsque j'ai été appelé à Berlin à la fin de l'année 1934 par Wilhelm Keppler, le "représentant du Führer et du chancelier du Reich pour les affaires économiques", je ne me suis pas seulement lancé dans le travail spécial qui m'était assigné. En tant que provincial, j'ai également voulu, dès le départ, en savoir le plus possible sur le paysage politique dans lequel j'allais travailler : sur les personnalités les plus importantes de la nouvelle ère et leurs particularités, sur les objectifs de politique économique du parti, sur l'organisation gouvernementale prévue, sur les méthodes de travail d'Hitler, sur le flux d'informations et sur les processus décisionnels, et bien plus encore.

La source d'information la plus importante pour moi à cette époque était initialement Keppler lui-même, qui connaissait bien Hitler depuis des années. J'ai rapidement fait la connaissance de nombreuses personnalités du parti et de l'État et j'ai commencé à me faire une certaine idée. Mes conclusions ont été approfondies et en grande partie confirmées lorsque plus tard, lors du procès Wilhelm Strasse, j'ai également eu des contacts quotidiens pendant plus d'un an avec Lammers et Meissner, qui avaient dirigé respectivement la chancellerie du Reich et la "chancellerie

présidentielle". Ils ont ensuite confirmé presque en tout point l'image que j'avais déjà acquise précédemment sur ce que j'aimerais appeler "le style de leadership d'Hitler".

Keppler m'avait dit un jour dans les premières semaines de notre collaboration :

"Vous, en tant que Prussien précis qui pense en catégories d'ordre (et originaire de Brandebourg an der Havel, en plus), aurez du mal à comprendre la façon de penser et de travailler d'Hitler. Car à bien des égards, il a plutôt le tempérament et peut-être aussi la façon de penser d'un artiste autrichien."

Lorsque Keppler l'avait pressé de réviser le soi-disant programme extrêmement insuffisant et mesquin du NSDAP, qui datait encore de 1923 et qui, par exemple, n'avait aucune valeur significative pour l'économie, Hitler avait strictement refusé de le faire. Selon lui, le travail sur les programmes du parti est néfaste parce que leur discussion mine l'unité du parti par des divergences d'opinion, et est également inutile parce que de nouveaux problèmes surgissent constamment, dont la solution ne doit pas être entravée par des définitions théoriques abstraites. Selon Keppler, Hitler s'était également prononcé à plusieurs reprises de manière décisive contre l'économie d'État, car elle devait conduire à un "bureaucratisme peu créatif". Les plus grandes réalisations dans l'économie - comme ailleurs dans la vie - sont le fait de personnalités individuelles. En tant qu'entrepreneurs, ils doivent disposer d'une liberté de mouvement suffisante, mais ne doivent pas acquérir une influence sur la politique économique dans son ensemble, par exemple par le biais de groupes d'intérêt. Cette question relève exclusivement de l'État en tant que dépositaire du peuple tout entier.

Keppler et Hitler ont strictement rejeté une évolution vers un État corporatif, comme cela avait été initié par Mussolini avec les corporations. L'économie ne doit pas devenir un État dans l'État. De cette attitude découle en gros que l'État doit se limiter à une sorte de compétence directive en matière de politique économique et, si possible, laisser la mise en œuvre dans le détail aux organisations du commerce et de l'industrie, dotées d'une adhésion obligatoire, mais non seulement de certains droits, mais surtout de devoirs.

Hitler avait également une haute opinion de "l'administration prussienne". Les fonctionnaires prussiens auraient toujours été intègres, consciencieux, travailleurs et non dépourvus de compétences, bien que très conservateurs, insistants et peu enclins au changement. Il ne doit donc pas intervenir dans l'administration proprement dite. Mais le gouvernement et la politique ne sont pas que de l'administration. On ne pouvait pas attendre de la fonction publique des réactions rapides et habiles aux nouveaux développements. Les décisions rapides ne seraient pas leur affaire. Dans les considérations qui suivent, je laisserai de côté le secteur militaire. On a beaucoup écrit sur le sujet et David Irving, dans son livre "Hitler et ses généraux", a récemment apporté une excellente contribution en le présentant de manière non doctrinaire et réaliste.

Du point de vue décrit ci-dessus, Hitler - selon moi - a tiré les conséquences suivantes, qui ont notamment déterminé son style de leadership :

1. il voulait consacrer le moins de temps possible au travail administratif du gouvernement lui-même. La chancellerie du Reich est dirigée par le secrétaire d'État, puis ministre du Reich, Lammers, qui avait auparavant été responsable de la constitution au ministère de l'intérieur du Reich - un juriste de formation. Il s'est révélé être un maître dans la rédaction et la justification de lois, d'ordonnances, de décrets et de déclarations gouvernementales de toutes sortes.

La chancellerie présidentielle était - comme on le sait - responsable des fonctions de Hitler en tant que chef d'État, la chancellerie du Reich de ses activités en tant que chancelier du Reich. À la tête de la chancellerie présidentielle, le secrétaire d'État, puis le ministre d'État, Meissner von Hindenburg, est repris. Aucun des deux chefs de la Chancellerie n'avait de pouvoir, mais ils avaient

de l'influence dans leur domaine ; en particulier, Lammers déterminait ce qui devait être présenté à Hitler en sa qualité de chancelier du Reich, et faisait généralement des suggestions acceptées pour les réactions ou réponses nécessaires. Hitler a très vite signé à peu près tout ce que Lammers lui a soumis pour signature ; il lui faisait confiance.

Pour Hitler, les réunions dans les grands cercles sont une perte de temps**.** Par-dessus tout, ils ont suscité des doutes, retardé le temps et empêché une action rapide. Les informations correctes ou les clarifications sans discussion étaient, le cas échéant, mieux et plus rapidement obtenues par des discussions en privé ou dans les cercles les plus restreints. D'où son aversion pour les réunions de cabinet, mais aussi, par exemple, pour les réunions et les discussions avec l'ensemble des Gauleiters. Hitler désapprouve également l'"échange de notes" entre les ministères. Mais en tout état de cause, Lammers devait assister aux réunions ministérielles afin de pouvoir orienter Hitler - s'il le jugeait nécessaire.

3. d'une manière générale, les ministères et autres unités administratives étaient, de par leur structure, leur mode de travail et leur façon de penser, peu aptes à résoudre rapidement et efficacement les nouveaux problèmes et tâches, surtout si - comme c'était souvent le cas - ils se fondaient sur les échecs du passé. Dans ce dernier cas, tout ministre responsable serait naturellement enclin à combattre les allégations de mal-développement comme moyen d'auto-justification ou pour retarder la solution.

4 De tout cela ressort la préférence particulière d'Hitler pour les ordres spéciaux et les pouvoirs spéciaux de toutes sortes. Pour la bureaucratie ministérielle, bien sûr, ils étaient généralement extrêmement gênants, d'autant plus que des difficultés de délimitation se posaient souvent. Hitler, cependant, persiste, et Goering l'imite en cela - mais en l'exagérant - à faire en sorte que les crises qui surviennent ou les nouveaux problèmes qui se posent soient traités en dehors de l'appareil gouvernemental habituel. Hitler est d'avis que les personnalités individuelles qui sont pleines d'idées et d'énergie, et qui se voient confier des tâches urgentes et limitées dans le temps, doivent recevoir des pouvoirs suffisants pour leur permettre de travailler rapidement. Les frictions et les chevauchements avec des organisations ou des départements existants ou responsables devaient être acceptés si nécessaire. Une autorité frustrée était plus facile à supporter qu'une personnalité indispensable frustrée.

Voici quelques exemples :

Lorsque Hitler décide de l'expansion généreuse des autobahns, ce n'est pas le ministère des transports mais Fritz Todt qui est chargé de cette tâche. Lorsque la situation des devises exigeait un élargissement de la base des matières premières, ce n'était pas le ministère de l'Économie du Reich mais Wilhelm Keppler qui était chargé de "mettre en œuvre toutes les mesures économiques qui, compte tenu de la situation des devises, sont nécessaires pour remplacer les matières premières étrangères par celles issues de la production nationale."

Lorsque cela s'est avéré insuffisant, Göring (et non Schacht) s'est vu confier l'autorité complète dans ce domaine en raison de son influence avérée. Lorsque les phénomènes inflationnistes ont déclenché le niveau des prix en 1936, ce ne sont pas les ministères de l'économie et de l'alimentation du Reich qui ont reçu l'ordre de s'y opposer dans leurs domaines respectifs, mais le Gauleiter Josef Wagner qui est devenu le "commissaire aux prix" avec des pouvoirs étendus, parce que les ministères responsables n'avaient rien vu venir.

(5) Tout ce qui a été décrit jusqu'à présent comporte une forte composante formaliste. Mais le style de leadership d'Hitler ne se limitait en aucun cas à cela.

Hitler se sentait - avec une pleine justification - un leader plébiscitaire. Le peuple avait décidé pour lui, et pas principalement pour le NSDAP. Et il considérait que la réalisation des objectifs qu'il

poursuivait n'était assurée que si son autorité au sein du peuple et du P a r t e i était totalement incontestée.

Le "gouvernement parallèle" du parti était inacceptable, voire inimaginable pour lui. Après le putsch de Röhm - qui, contrairement à ce que prétendent certains historiens et ceux qui voudraient l'être, était un véritable putsch (j'en ai eu un aperçu régional dans le Kurmark Gau) - son style de direction visait à créer des conditions très claires ici.

Il ne devait pas y avoir de "structures de pouvoir". Après le putsch, la SA a été privée de tout pouvoir en ce qui concerne ses tâches et son personnel et n'a mené qu'une existence de l'ombre ; en outre, il a été clairement indiqué aux Gauleiters - dans la mesure où cela était encore nécessaire - qu'ils n'avaient que des tâches et des pouvoirs régionaux et aucune influence au-delà. Il n'y avait pas de "Politburo" du NSDAP.

6 L'histoire des Gauleiter, leurs fonctions et leurs méthodes de travail ont été consignées dans un excellent ouvrage de recherche historique contemporain : Peter Hüttenherger "Die Gauleiter - Zum Wandel des Machtgefüges in der NSDAP".

Ce travail est d'une qualité particulière et, à mon avis, il reflète fidèlement la réalité du Troisième Reich. Le résumé et l'aperçu général au dos de l'article publié dans la série des Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte est à mon avis formellement et réellement optimal.

Le fait qu'Hitler ait confié à plusieurs reprises à des personnes de confiance issues des rangs des Gauleiter des tâches spéciales au sein de l'État, telles que Bürckel, Sauckel, Lohse, Josef Wagner, Koch, Kube, et qu'il leur soit resté fidèle - souvent au-delà des limites du possible et du rentable - faisait également partie du style de leadership d'Hitler.

Mais si Hitler a donné de tels ordres, les personnalités concernées n'agissaient pas en leur qualité de Gauleiter, mais de commissaires d'État, subordonnés à Hitler en sa qualité de chancelier du Reich et non en sa qualité de chef de parti.

En conclusion, il faut l'affirmer clairement :

Il n'y avait personne dans le parti et l'État qu'Hitler n'aurait pas pu rappeler de son poste à tout moment : Cette construction globale évitait à Hitler d'avoir à faire face à des querelles de toutes sortes. À cet égard, cet état de fait était une condition préalable importante pour son style de leadership ; il n'avait pas besoin de perdre de la main-d'œuvre ou du temps à lutter contre l'opposition au sein du parti ou du gouvernement. Et cet état d'omnipotence s'est poursuivi - de manière tout à fait incompréhensible - même lorsque Hitler avait depuis longtemps dépassé le seuil de gouvernabilité, ce qui, d'après mes observations et mes idées, était le cas au plus tard en juin 1944.

Le "socialisme allemand" dans le troisième Reich

Lorsque le NSDAP a été fondé sous le nom de "Parti national-socialiste des travailleurs allemands", c'était sans aucun doute en opposition consciente avec le marxisme international et surtout en rejetant vivement son idée de base, à savoir la nécessité de la lutte des classes. À sa place devait venir le "socialisme allemand", qui n'était pas un appareil, pas un programme, mais une attitude.

Dans Brockhaus 123, le mot clé "socialisme" est formulé comme suit :

"L'incarnation des théories idéologiques et économiques et des mesures pratiques qui visent à instaurer un nouvel ordre de vie et d'économie en

mettant le plus fortement l'accent sur l'idée économique, par opposition aux conceptions individualistes de l'économie et de la société."

C'était précisément la vague idée du socialisme allemand. Hitler n'a pas appelé à la lutte de tous contre tous, mais à la communauté nationale de "tous les Allemands". Sa lutte politique était dirigée contre la lutte des classes de droite et de gauche. Le terme de "travailleur du front et du poing", bientôt introduit, visait à combler le fossé entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels et à faire appel au sentiment social du peuple. L'État et le parti devaient cependant avoir la tâche et le devoir, au nom de l'ensemble du peuple, d'aider les faibles du peuple à s'aider eux-mêmes. Grâce à cette vision de l'avenir, associée à la demande de libération des diktats de Versailles, Hitler devient le leader d'un mouvement de masse et finit par devenir chancelier de l'Empire allemand. C'est Gregor Strasser, le chef de faction du NSDAP au Reichstag, qui parle de "l'aspiration anticapitaliste du peuple allemand" (selon le Gauleiter Jordan dans son livre *"Im Zeugenstand der Geschichte"*). Pour autant que je sache, cette "aspiration anticapitaliste" a également été satisfaite par l'écrasante majorité des Gauleiters qui ont exercé une forte influence sur les événements politiques nationaux, tant par leurs origines que par leurs expériences de vie. À cet égard, on les classerait sans doute parmi les "gauchistes" selon les idées d'aujourd'hui, ou du moins parmi les "gauchistes du centre". Entre la prise du pouvoir et les premières élections au Reichstag du Troisième Reich, en mars 1933, Keppler demande à Hitler s'il n'est pas temps de changer le nom du parti, puisque celui-ci s'adresse désormais à l'ensemble du peuple allemand et qu'une très forte proportion de ses membres provient de l'agriculture et des classes moyennes petites-bourgeoises. Hitler a rejeté cette proposition sans la moindre hésitation. Le nom du parti devrait et doit rester tel qu'il est actuellement : Parti des travailleurs (et non Parti des travailleurs). Cela signifiait pour les travailleurs - et c'était bien. Tous les nationaux-socialistes doivent toujours se rappeler que les travailleurs ont le plus besoin de l'aide du parti. Les autres groupes professionnels pourraient s'aider plus tôt.

Après le 30 janvier 1933, peu de temps a été perdu pour appliquer les idées fondamentales de la fin de la lutte des classes. Les organes de la lutte des classes, les syndicats et les associations d'employeurs, ont été dissous. Le jour férié traditionnel des travailleurs, le 1er mai, a été déclaré jour férié pour tout le peuple le 1er mai 1933, en tant que jour du "travail national".

Les relations entre les entrepreneurs et les ouvriers d'usine ont très vite été placées sur une base complètement nouvelle par la "loi sur l'ordre du travail national", et une protection de l'État pour les ouvriers a été créée par la "loi sur les administrateurs du travail".

Il est dit au § 3 :

" En attendant la réorganisation de la constitution sociale, les syndics, en lieu et place des associations de salariés, des employeurs individuels ou de l'association des employeurs, règlent pour les intéressés les modalités concernant la conclusion des contrats de travail... A tous autres égards, les syndics veillent au maintien de la paix sociale ". Ils sont appelés à coopérer à une nouvelle constitution du travail."

Les administrateurs du travail ont été nommés essentiellement non pas en tant que fonctionnaires professionnels, mais en tant que personnes ayant un passé et un sentiment social avérés.

L'année suivante, la "loi pour l'ordre du travail national" a été créée, ainsi que la "loi sur les fiduciaires". Soit dit en passant, la mise en œuvre du socialisme allemand, je l'appellerai ainsi, a été confiée par Adolf Hitler à Robert Ley, le directeur de l'organisation du Reich du NSDAP, en le chargeant de créer le Front du travail allemand en tant qu'organisation subsidiaire du NSDAP. Les "chefs d'entreprise" et les "ouvriers" devaient être membres de la DAF de la même manière.

Joachim C. Fest parle de Robert Ley dans son livre "The Face of the Third Reich" :

"En revanche, l'apparition de Robert Ley, dans sa coupe à la fois faible, ascendante et grossière, mais somme toute maigre, suggérait d'autant plus le renoncement à une contribution supplémentaire que les structures personnelles coïncident ici largement avec celles de certains partenaires de l'entourage d'Hitler."

Cette remarque témoigne d'une ignorance totale de la réalité du Troisième Reich, et vraiment pas seulement dans ce cas. Robert Ley était l'une des personnalités les plus importantes et les plus indépendantes du Troisième Reich ; d'une grande richesse d'idées, d'un grand moteur, d'une assurance difficile à freiner et d'un idéalisme et d'une volonté jamais démentis d'aider le travailleur allemand dans son intégralité à une vie meilleure, dans la mesure où cela était seulement d'une certaine manière en son pouvoir. À cet égard, il était le porteur d'idées du "socialisme allemand" par excellence.

Avec l'autorité d'une organisation de parti, la DAF a pu lutter pour des salaires pour les travailleurs qui étaient tout à fait possibles en temps de paix d'un point de vue opérationnel et macroéconomique et dans le cadre de la stabilité des prix souhaitée. Outre le niveau de salaire proprement dit, des avantages sociaux étendus et de nature diverse ont joué un rôle particulier au fil des ans.

Dans ce qui suit, nous ne donnerons qu'un bref aperçu en citant la série de publications du Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte n° 19 de Peter Hüttenherger *"Die Gauleiter*" *(Les Gauleiters)* - un travail historique soigneusement recherché et évaluant objectivement à tous égards :

"La reprise des actifs syndicaux et les revenus des cotisations des membres ont fait de la DAF une organisation extraordinairement forte financièrement. En tant qu'"association affiliée" au NSDAP, elle disposait de ses propres droits de propriété, contrairement aux branches du NSDAP. Le trésorier du Reich du NSDAP ne disposait que de certains pouvoirs de contrôle et d'audit, mais n'était pas l'administrateur des biens de la DAF. Avec ses quelque 23 millions de membres (1938), la DAF était numériquement presque cinq fois plus forte que le NSDAP, et alors que de nombreux Gaue du NSDAP étaient encore endettés dans les premières années du Troisième Reich, la DAF a pu créer ses propres banques et organisations économiques potentielles et étendre continuellement son influence. Ley, que le Gauleiter Wahl accuse d'avoir une "manie pathologique de l'organisation" et qui a à ses côtés des organisateurs compétents comme Selzner, met en place à partir de janvier 1934 le Reichsheimstättenamt, qui s'attaque à plus de 200 000 projets de construction en 1936. La DAF a créé de nombreuses écoles et ateliers d'enseignement et de recyclage professionnels qui, selon Ley, employaient 250 000 enseignants et formaient 2,5 millions de travailleurs en 1936. Elle a organisé les Reichsberufswettigkeiten et a publié 88 revues commerciales et professionnelles avec un tirage total de 10 millions d'exemplaires dans ses propres maisons d'édition, ainsi qu'un certain nombre de magazines de propagande politique ("Arbeitertum", "Schönheit der Arbeit", "Der Aufbau"). Il a supervisé et dirigé des institutions pour la promotion de la santé publique, la gigantesque entreprise "La force par la joie", a construit des milliers d'espaces verts, des centaines de terrains de sport et de piscines, a entretenu ses propres

théâtres, un orchestre symphonique du Reich, etc. Elle disposait d'un établissement d'enseignement populaire et d'un "merci aux travailleurs" pour la prise en charge des réservistes de la Wehrmacht. Pour la formation de ses propres fonctionnaires, la DAF gère 9 écoles du Reich et 40 écoles de district. Elle finance également les écoles du parti dans les "Ordensburgen" de Vogelsang, Sonthofen et Grössinsee, qui sont sous le contrôle de Ley en sa qualité de chef de l'organisation du Reich du NSDAP. Ces derniers étaient un exemple du fait que les ressources et l'appareil de la DAF profitaient également au chef de l'organisation du Reich et renforçaient sa position."

Moteur de la politique étrangère d'Hitler : la peur du bolchevisme

J'ai passé deux ans dans des camps d'internement alliés après la guerre, deux ans au Palais de justice de Nuremberg et deux ans au pénitencier de Landsberg. À cette époque, j'avais suffisamment de temps pour penser au passé, au présent et à l'avenir. En ce qui concerne le passé, j'ai été naturellement et constamment occupé par la question suivante : quelle était la motivation de la politique étrangère d'Hitler ? Depuis, 40 ans ont passé et j'ai lu une grande partie de ce qui est historiquement pertinent sur les 6 années de paix et les 6 années de guerre du Troisième Reich. En ce qui concerne la motivation de la politique étrangère d'Hitler, je suis resté pour l'essentiel sur la conviction que je m'étais déjà forgée dans le Palais de Justice de Nuremberg :

L'étoile directrice de la politique étrangère d'Hitler, éclipsant tout le reste, était la peur du bolchevisme.

En août 1936, Hitler rédige un mémorandum sur les tâches du plan quadriennal**.** À l'époque, seuls trois exemplaires étaient disponibles. Hitler avait interdit à Göring de le lire ou même de le transmettre. Il n'était donc sans doute pas destiné à des fins de propagande. Elle n'était pas non plus destinée à influencer des tiers. Dans la mesure où je le cite dans ce qui suit, les insinuations sont tirées de l'original. Les citations sont toutes extraites de la première partie du mémorandum, qui porte le sous-titre :

La situation politique

"La politique est la conduite et le déroulement de la lutte historique des peuples. Le but de ces luttes est l'affirmation de l'existence. Même les luttes de la vision idéaliste du monde ont leurs causes ultimes et reçoivent leurs impulsions les plus profondes des buts et objectifs de vie donnés au niveau national. Les religions et les visions du monde, cependant, sont toujours capables de donner à ces luttes une gravité particulière et leur confèrent donc aussi une grande force historique. Ils laissent leur empreinte sur le contenu des siècles. Il est alors impossible pour les peuples et les États vivant dans la sphère de ces conflits idéologiques ou religieux de s'isoler ou de s'exclure des événements.

Le christianisme et la migration des peuples ont déterminé le contenu historique des siècles. Le mahométanisme a secoué l'Orient et en même temps l'Occident aussi pendant la durée d'un demi-millénaire. La Réforme

a attiré l'ensemble de l'Europe centrale dans la sphère de ses conséquences. Il n'était pas possible pour les États individuels - soit par sagesse, soit par indifférence délibérée - de ne pas être affectés par les événements. Depuis le déclenchement de la Révolution française, le monde dérive à un rythme de plus en plus rapide vers un nouvel affrontement dont la solution la plus extrême s'appelle le bolchevisme, mais dont le contenu et le but ne sont que l'élimination et le remplacement des couches sociales jusqu'ici dominantes de l'humanité par la juiverie internationalement répandue. Aucun État ne pourra se soustraire à cette confrontation historique, ni même s'y soustraire.

Depuis que le marxisme, par sa victoire en Russie, a créé pour lui-même l'un des plus grands empires du monde comme base pour ses opérations ultérieures, cette question est devenue une menace. Un monde démocratique déchiré en lui-même sur le plan idéologique est confronté à une volonté d'attaque unie fondée sur une idéologie autoritaire.

Les moyens militaires de puissance de cette volonté d'attaque augmentent en rapidité d'année en année. Comparez avec l'Armée rouge réellement créée aujourd'hui les hypothèses des militaires d'il y a 10, 15 ou 20 ans afin d'avoir une idée des conditions qui se présenteront alors.

Comme toujours, l'Allemagne devra être considérée comme le point de convergence du monde occidental face aux attaques bolcheviques. Je ne considère pas cela comme une mission gratifiante, mais comme une aggravation et un fardeau pour notre vie nationale, malheureusement causés par notre situation malheureuse en Europe. Mais nous ne pouvons pas échapper à ce destin.

Notre situation politique découle de ce qui suit :

L'Europe ne compte actuellement que deux États qui peuvent être considérés comme inébranlables face au bolchevisme : Allemagne et Italie. Les autres pays sont soit décomposés par leur mode de vie démocratique, infectés par le marxisme et donc, dans un avenir prévisible, voués eux-mêmes à l'effondrement, soit dirigés par des gouvernements autoritaires dont la seule force réside dans leurs moyens militaires de pouvoir, c'est-à-dire que, du fait de la nécessité d'assurer l'existence de leurs dirigeants vis-à-vis de leurs propres peuples par la force brute de l'exécutif, ils sont incapables d'utiliser cette force brute pour la préservation extérieure des États. Tous ces pays seraient incapables de mener une guerre prometteuse contre la Russie soviétique.

De même, à part l'Allemagne et l'Italie, seul le Japon peut être considéré comme une puissance faisant face au danger mondial. Le but de ce mémorandum n'est pas de prophétiser le moment où la situation

intenable en Europe deviendra une crise ouverte. Je veux seulement exposer dans ces lignes ma conviction que cette crise ne peut manquer de se produire et ne manquera pas de se produire, et que l'Allemagne a le devoir d'assurer par tous les moyens sa propre existence contre cette catastrophe et de s'en protéger, et que de cette contrainte découlent un certain nombre de conséquences qui concernent les tâches les plus importantes qui aient jamais été confiées à notre peuple.

Car une victoire du bolchevisme sur l'Allemagne ne conduirait pas à un traité de Versailles, mais à l'anéantissement définitif, voire à l'extermination, du peuple allemand.

L'ampleur d'une telle catastrophe ne peut être prévue. Tout comme, après tout, l'Ouest de l'Europe densément peuplé (y compris l'Allemagne) connaîtrait, après un effondrement bolchevique, probablement la plus horrible catastrophe des nations qui ait affligé l'humanité depuis l'extinction des États anciens.

Par rapport à la nécessité d'éviter ce danger, toutes les autres considérations doivent être reléguées au second plan, car elles ne sont pas pertinentes ! …

L'évaluation militaire doit être effectuée par la nouvelle armée. L'ampleur et le rythme de l'évaluation militaire de nos forces ne peuvent être choisis assez rapidement !

C'est une erreur capitale de croire qu'il peut y avoir une négociation ou un équilibre entre les points et les autres nécessités de la vie. Même si l'ensemble du tableau de la vie d'un peuple doit être équilibré, en temps normal, des changements unilatéraux doivent être effectués au détriment d'autres tâches moins vitales. S'il n'est pas possible, dans les plus brefs délais, de faire de la Wehrmacht allemande la première armée du monde sur le plan de l'entraînement, des tâches des formations, de l'équipement et surtout de l'éducation spirituelle, l'Allemagne sera perdue !"

2 Les mêmes lignes de pensée ont été répétées par Hitler dans un discours interne du parti que j'ai moi-même entendu à la fin d'avril 1937 lors d'une "conférence de formation" à l'Ordensburg Sonthofen. J'en ai fait état dans mon livre *"Crisis Managers in the Third Reich" :*

"Par une politique de communisme déterminée mais aussi impitoyable, Staline avait, ces dernières années, créé à partir de la paysannerie de l'ancienne Russie et d'un peuple au taux d'analphabétisme élevé, une nation industrielle puissante sur le plan économique en pas moins de 15 ans. Sur la base du grand talent et de la diligence du peuple russe, de la force inexploitée et de la forte augmentation de la population, ce processus s'accélérera et, dans une autre décennie au plus tard, il

donnera naissance à une puissance économique et militaire que l'Europe n'aura rien à égaler.

C'est une situation profondément tragique pour nous, mais elle est inévitable. Le Reich, dit Hitler, est désormais géographiquement la barrière de l'Europe contre l'Est. La tâche de repousser un déluge de nature politique, militaire et nationale nous est imposée par le destin, et nous ne pouvons pas nous y soustraire" ; c'est pourquoi il avait préparé toutes les étapes du plan quadriennal pour nous donner les moyens de résister avec succès à cette menace en développant les armements et une Wehrmacht forte et efficace. Pour lui, il était certain que le temps ne travaillait pas pour nous, mais pour l'Est."

La mobilisation partielle des forces tchécoslovaques le 20 mai 1938 et l'attente de la grande victoire électorale de Konrad Henlein, le leader des Allemands des Sudètes, le 22 mai 1938, ont décidé du sort de la Tchécoslovaquie. Hitler s'est brusquement rendu compte que sans l'élimination des forces armées tchécoslovaques et des aérodromes sur lesquels l'Union soviétique avait l'autorisation générale d'atterrir, cette dernière pouvait à tout moment nous mettre dans une position militairement désespérée. Dans ce contexte, les mots "la Tchécoslovaquie comme vaisseau-mère dans le corps ouvert du Reich" ont été utilisés. Les journées dramatiques de mai 1938 sont décrites par le Gauleiter Jordan, témoin de ces journées (Hitler était avec lui à Dessau), dans son livre "In the Witness Stand of History".

Le pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939 et l'accord secret conclu au même moment sur la division de l'Europe centrale et orientale en sphères d'intérêt scellent le sort de la Pologne sur la base de la volonté de guerre britannique, qui n'en est pas impressionnée. Jamais plus il ne sera possible de repousser la frontière orientale du Reich allemand aussi loin vers l'est avec le consentement de l'Union soviétique.

Les discussions d'Hitler avec Molotov, le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, les 12 et 13 novembre 1940, ont finalement permis de régler la question de savoir s'il était possible de détourner la poussée expansionniste de l'Union soviétique en Asie. Molotov insiste sur le fait que la Roumanie, la Bulgarie et les Dardanelles doivent clairement faire partie de la sphère d'intérêt de la Russie soviétique. Lorsque Molotov a quitté Berlin, Hitler a ordonné la préparation de l'Aktion "Barbarossa".

Alors que les dirigeants des sections de la Wehrmacht avaient émis les plus sérieuses réserves à l'encontre de l'agression contre le Danemark et la Norvège et de la campagne occidentale, de telles réserves ne furent guère émises à l'encontre d'une campagne russe. On pensait qu'une fois de plus, une guerre éclair pourrait être menée à bien. Mais il est ensuite apparu que cela reposait sur de fausses prémisses. Malgré les éloges que l'on faisait à l'époque, et que certains font encore aujourd'hui, à l'attaché militaire allemand à Moscou et à une partie du service de renseignement "Foreign Armies East" sous la direction de Gehlen, il est apparu que, sur le plan de l'armement, sur le plan militaire et sur le plan politique, des prémisses totalement erronées avaient été adoptées.

La crainte de Hitler à l'égard du bolchevisme s'est avérée pleinement justifiée.

Les "Constatations" d'Albert Speer

Albert Speer
Déclaration écrite, sous serment, datée du 15 juin 1977

"Moi, Albert Speer, je connais la signification d'une déclaration sous serment et je déclare sous serment ce qui suit :

J'habite aujourd'hui à Heidelberg, Schloß-Wolfsbrunnenweg 50. J'ai obtenu le diplôme d'architecte de l'Université technique de Berlin-Charlottenburg, avec le grade académique de Diplom-Ingenieur. Après 1933, je suis devenu l'architecte d'Hitler, et à partir de 1942, le ministre responsable de l'armement dans le gouvernement d'Hitler. Condamné à vingt ans de prison lors du procès du Tribunal militaire international de Nuremberg, j'ai été libéré le 1er octobre 1966. Après cela, j'ai écrit deux livres "Erinnerungen" et "Spandauer Tagebücher".

La haine des Juifs était le moteur et le point central d'Hitler, peut-être même l'élément qui l'animait. Le peuple allemand, la grandeur de l'Allemagne, le Reich, tout cela ne signifiait rien pour lui en fin de compte. C'est pourquoi la dernière phrase de son testament voulait nous engager, nous Allemands, à une haine misérable des Juifs après la chute apocalyptique.

J'étais présent à la séance du Reichstag du 30 janvier 1939, lorsque Hitler a affirmé qu'en cas de guerre, ce ne seraient pas les Allemands mais les Juifs qui seraient détruits. Cette phrase a été dite avec une telle précision que je n'aurais pas dû douter de son intention de l'exécuter. Il réitère cette annonce de ses intentions le 30 janvier 1942, dans un discours dont j'ai également pris connaissance : la guerre ne se terminera pas, comme l'imaginent les Juifs, par l'extermination des peuples européens-aryens, mais le résultat de la guerre sera l'extermination des Juifs. Cette répétition de ses propos du 30 janvier 1939 n'est pas unique. Il avait souvent l'habitude de rappeler à son entourage le sens de cette phrase.

Lorsqu'il parlait des victimes des bombardements, surtout après les lourdes attaques contre Harnburg au cours de l'été 1943, il répétait sans cesse qu'il voulait venger ces victimes contre les Juifs, comme si la terreur aérienne contre la population de Zilvil était exactement ce dont il avait besoin et lui fournissait un motif de substitution tardif pour un crime qu'il avait décidé depuis longtemps et qui avait pris naissance dans des couches complètement différentes de sa personnalité. Comme s'il voulait justifier son propre meurtre de masse par ces remarques.

Dans le cas d'accès de haine caractériels, il était plus facile d'espérer un changement vers des voies plus modérées avec Hitler.

C'est donc la fermeté et la froideur qui ont rendu si crédibles ses accès de haine contre les Juifs. Si dans d'autres domaines, il annonçait des décisions horribles d'une voix froide et calme, son entourage savait que c'était maintenant devenu sérieux. Et c'est précisément avec cette froide

supériorité qu'il a déclaré, même à la table de déjeuner commune, qu'il voulait détruire les Juifs d'Europe.

Le Gauleiter de Basse-Silésie, Karl Hanke, m'a rendu visite au cours de l'été 1944. Hanke s'était distingué par sa bravoure lors des campagnes de Pologne et de France. Ce n'était certainement pas un homme qui était facilement terrifié. C'est pourquoi il a eu un poids particulier lorsqu'il m'a dit, alors choqué, que des choses monstrueuses se passaient dans un camp de concentration dans son Gau voisin, en Haute-Silésie. Il y avait été, et il ne pourrait jamais oublier les choses terribles qu'il y avait vues. Il n'a pas mentionné de noms, mais il devait s'agir d'Auschwitz en Haute-Silésie. L'agitation de ce soldat aguerri m'a permis de comprendre que quelque chose d'inouï était en train de se produire, si tant est que ce vieux chef de parti d'Hitler en soit stupéfait.

Dans le cadre du modus operandi d'Hitler, il transmettait également oralement des ordres importants à ses confidents. Même dans les procès-verbaux de mes entretiens avec Hitler, qui sont contenus sans lacunes dans les Archives fédérales allemandes, on trouve de nombreux ordres, même dans des domaines importants, qu'Hitler ne m'a manifestement donnés qu'oralement. Le fait qu'il n'y ait pas d'ordre écrit pour l'extermination des Juifs est donc conforme à la méthode de travail d'Hitler et ne doit pas être considéré comme une lacune.

Le meurtre des Juifs dans les camps de la mort a été présenté au tribunal (l. M. T.) par des témoins et des documents et n'a été sérieusement nié par aucun des défendeurs. Le discours prononcé par Himmler devant les dirigeants SS le 4 octobre 1943, dans lequel il expliquait clairement ce qui se passait dans les camps de la mort, n'a pas été discrédité par la défense comme étant un faux, comme ce fut le cas, par exemple, avec le procès-verbal Hossbach.

Frank n'a jamais contesté l'authenticité de son journal, qu'il affirme avoir remis aux Américains lors de son arrestation. Il contient des remarques prouvant que les Juifs de Pologne, à l'exception d'un reste de 100 000 personnes, avaient été exterminés. Ces remarques de Frank ont également été prises au sérieux par les défendeurs ; les critiques se sont limitées à la stupidité d'avoir laissé cet agenda discriminatoire aux "opposants".

Schirach a confirmé lors d'une conversation confidentielle, déjà au cours du procès, qu'il avait assisté à un discours de Himmler devant le Gauleiter de Posen (le 6 octobre 1943), dans lequel Himmler annonçait clairement et sans équivoque que le meurtre des Juifs était un programme qui avait été exécuté en grande partie. Il est revenu sur cet événement, qui a pesé sur son esprit, également pendant son séjour en prison à Spandau.

Dans son discours de clôture, Göring évoque les graves crimes qui ont été révélés au cours du procès, dans lequel il condamne les terribles meurtres de masse, pour lesquels il n'a aucune compréhension. Streicher, dans son discours de clôture, a condamné les massacres de juifs perpétrés par Hitler. Pour Fritzsche, également dans son discours de clôture, le meurtre de 5 millions de personnes était un avertissement macabre pour l'avenir. Les propos de ces accusés étayent ma conclusion selon laquelle, lors du procès de Nuremberg, les accusés et les avocats de la défense ont reconnu que les meurtres de masse des Juifs avaient eu lieu.

Le procès de Nuremberg représente encore aujourd'hui pour moi une tentative d'avancer vers un monde meilleur. Aujourd'hui encore, je reconnais que la justification de ma peine par le Tribunal militaire international est généralement correcte. Mais aujourd'hui encore, je considère qu'il est juste d'accepter la responsabilité et donc la culpabilité de tous les crimes commis au sens général du terme après mon entrée dans le gouvernement hitlérien le 8 février 1942. Ce ne sont pas les erreurs individuelles qui me pèsent, aussi grandes soient-elles, mais mes actions en tant que dirigeant. Pour cette raison, j'ai reconnu la responsabilité globale de ma personne au procès de Nuremberg, et je continue à le faire aujourd'hui. Je considère toujours que ma principale culpabilité est d'avoir approuvé les persécutions des Juifs et le meurtre de millions d'entre eux.

gez. Albert Speer"

Une réponse appropriée

Le "petit camarade de parti", notamment ceux qui avaient déjà rejoint le NSDAP dans la République de Weimar, a été criminalisé par le vainqueur en 1945 pour avoir rejoint une "organisation criminelle". Et cette accusation fait référence à une époque où personne ne pouvait vraiment prévoir ce que les années 1933 à 1945 allaient apporter. L'écrasante majorité du peuple allemand - c'est-à-dire également les non-partisans - mais aussi les gouvernements et les peuples du monde, qui avaient fourni à Hitler une base politique intérieure et extérieure, une reconnaissance et une mise à niveau, ne savaient manifestement pas que "le moteur et le point central de Hitler avaient été sa haine des Juifs" et que "le peuple allemand, la grandeur de l'Allemagne, le Reich ne signifiaient finalement rien pour lui" et que "la terreur aérienne contre la population civile était exactement ce dont il avait besoin et lui fournissait un motif de substitution tardif pour un crime décidé depuis longtemps".

Si le monde entier ne savait pas cela, à l'exception de l'homme Albert Speer, qui a volontairement et avec un grand engagement rejoint les rangs des ministres d'Adolf Hitler, a en effet pris la position décisive de l'homme responsable de l'armement de guerre, et là, dans le court laps de temps de son activité centrale, a rendu possible pour Hitler ce qui semblait impossible, alors le caractère d'un tel homme doit être atroce !

Depuis quand Albert Speer veut-il savoir cela ? Depuis le 30 janvier 1939, date à laquelle Hitler a déclaré que si la juiverie internationale parvenait à entraîner les peuples européens dans une nouvelle guerre mondiale, celle-ci aurait pour conséquence l'anéantissement non pas de la race aryenne, mais de la race juive. Hitler avait utilisé la forme de la possibilité, c'est-à-dire que si

d'autres que lui devaient forcer une guerre, que des développements se produiraient alors dont les bellicistes devraient être conscients. Dans un tel cas, les Juifs ne pouvaient pas se considérer comme insensibles. Il ne fait aucun doute qu'une telle déclaration d'Hitler pourrait également être considérée comme une menace et devrait certainement l'être, mais dans la politique de tous les temps, tous les moyens de dissuasion, en particulier les dissuasions verbales, ont été considérés comme légitimes et le sont encore aujourd'hui. Non seulement Albert Speer a entendu ce discours du Reichstag, mais le monde entier l'a entendu, des enregistrements sonores ont été historiquement enregistrés. Albert Speer n'a pas non plus tiré les conclusions de ces phrases à cette époque, comme il l'a fait après la Seconde Guerre mondiale. Il est seulement étrange qu'Albert Speer ne parle pas du tout des actions des autres qui ont forcé Hitler à réagir ! En effet, il devrait se demander si une telle déclaration d'Hitler n'aurait pas été "juste à temps" pour que ces mêmes personnes le forcent à s'engager de plus en plus dans des conflits internationaux, dans l'espoir qu'après une victoire sur Hitler, on pourrait faire référence à sa volonté d'exterminer les Juifs et taire tous les autres liens. Si Hitler est revenu plusieurs fois sur ce point au cours de la guerre, c'était une conséquence du fait que le sionisme mondial, organisé au sein du Congrès juif mondial, avait déclaré la guerre à l'Allemagne, et était donc un ennemi de la guerre, et que cet ennemi de la guerre combattait sur tous les fronts, même contre les femmes et les enfants, sans tenir compte des règles de la guerre, - dans le but de détruire l'Allemagne. Même après que la guerre ait éclaté, il a été une force motrice pour faire échouer toute "initiative de paix" d'Hitler ! Malheureusement, Albert Speer ne s'en souvient plus en 1977.

Quel crime pèse le plus lourd, un crime au cours d'une guerre d'extermination ou une politique "qui doit conduire au massacre de millions d'êtres humains", comme le premier ministre britannique de la guerre, Winston Churchill, l'attribuait déjà dans ses mémoires d'après-guerre à la seule garantie britannique à la Pologne du 31 mars 1939 ? (*"The Second World War"* 1st Book, Vol . 1 *"The Storm is Rising"* p. 421/423)

Albert Speer, en revanche, admet que - "lorsque Hitler annonçait d'horribles décisions à voix basse" - lui et son entourage "savaient que c'était maintenant devenu sérieux". Il était donc au courant des "résolutions macabres" et "que c'était sérieux". Néanmoins, il a continué à mobiliser l'armement au lieu de tuer le "Führer" qu'il reconnaissait comme un "criminel" et son entourage manifestement aussi "criminel" ! Pourquoi n'a-t-il même pas commencé à le faire ?

Cependant, il n'a malheureusement rien mentionné de concret sur les "horribles résolutions" (au pluriel) qu'il a citées et qui appartenaient également à de nombreuses personnes. Une guerre d'extermination menée par tous les opposants "avec tous les moyens horribles" relativise beaucoup de choses. Il faut le répéter : Malheureusement, Albert Speer n'était pas au courant de ce qui pouvait nuire aux ennemis de l'Allemagne en 1977. Tout cela rend sa déclaration si irréaliste et invraisemblable.

Parce qu'il n'y avait qu'un seul criminel avec ses complices et sinon que des "amis de la paix" et des humanistes, Albert Speer ne peut sûrement pas vouloir faire croire cela à une humanité éclairée !

Même le Gauleiter de Basse-Silésie, Karl Hanke, mentionné par lui, ne lui avait apparemment rien rapporté de concret, alors que la position de Speer en tant que ministre de l'Armement était telle qu'il aurait pu exiger des éclaircissements s'il l'avait voulu !

On ne peut certes pas nier qu'Hitler donnait aussi des ordres oralement, mais la preuve qu'Albert Speer en donne est que ces ordres avaient manifestement été consignés dans les "Protocoles du Führer", qui sont d'ailleurs tous conservés aux Archives fédérales de Coblence. Le fait est, cependant, que le ou les ordres d'extermination émis verbalement contre les Juifs ne sont pas disponibles dans les "protocoles du Führer" ou dans tout autre protocole.

Le fait que les défendeurs dans le procès IMT n'ont "pas sérieusement" nié les exterminations alléguées par "les témoins et les documents présentés" est dans la nature des choses. D'une part,

la guerre d'extermination völkisch à l'Est a naturellement entraîné des excès chaotiques du côté allemand également, qui ne pouvaient être contestés par aucun des défendeurs, et d'autre part, aucun des défendeurs du procès IMT n'était un connaisseur ou un témoin concret du crime, afin de pouvoir contester concrètement les allégations faites par d'autres. Göring, Streicher, Fritzsche ont condamné les terribles meurtres de masse "qui ont été connus pendant le procès". C'est là qu'il faudrait commencer, pour savoir si les informations transmises dans le cadre du procès IMT étaient réellement vraies ou non. Le fait que, lors de ce procès, des témoins aient été menacés de mort, que des allégations mensongères aient été faites, que des documents aient été falsifiés et que toutes sortes d'autres distorsions juridiques aient été utilisées, est désormais bien trop connu pour qu'un historien prenne pour argent comptant les "faits connus lors du procès" sans les vérifier. En outre, il y aurait la mise en garde d'évaluer les déclarations faites par les défendeurs dans ce procès du point de vue de leur défense. Faire passer un tel comportement pour une sorte de preuve de l'existence d'exterminations systématiques n'est pas objectif.

En ce qui concerne le journal de Hans Frank, il faut savoir qu'il se compose de 42 volumes (environ 12 000 pages). Hans Frank n'a pas vérifié et confirmé les transcriptions sténographiques et autres détails enregistrés. De plus, il y a une grande différence entre ce qui a été dit et ce qui a été réalisé. Il n'est pas contesté ici que Frank a admis une grande injustice, des excès horribles dans la zone de guerre (partisane) polonaise, qu'il n'était pas en son pouvoir de contrecarrer. Cependant, le journal de Hans Frank révèle également que sa mission, tout au long de la guerre, était de faciliter la reconstruction économique et la coopération avec l'Allemagne au sein du gouvernement général dans le cadre de l'effort de guerre. Il révèle également que les adversaires de l'Allemagne, avec leurs objectifs et leurs méthodes d'extermination, ont tenté de contrecarrer une telle tâche dès le départ et ont fini par la faire échouer complètement, provoquant des réactions terrifiantes. La guerre crée des motivations imprévisibles et des conditions horribles ! Présenter ces conditions comme n'ayant existé que d'un côté après la fin de la guerre ne rend pas justice aux faits historiques. Si, enfin, les causes et les effets sont intervertis, la présentation globale est sans valeur.

Le discours infâme de Himmler du 6 octobre 1943 reste controversé, son prétendu enregistrement audio peu plausible. S'il existait un plan secret central pour l'extermination des Juifs, Himmler n'aurait pas été autorisé à le révéler à un grand nombre de dirigeants politiques dans tout le Reich, et il n'aurait pas pu le faire sans être tenu pour responsable lui-même. S'il est néanmoins vrai que Himmler a annoncé l'extermination des Juifs le 6 octobre 1943 "comme un programme en grande partie réalisé", le seul laps de temps pendant lequel il aurait pu être exécuté avec tous ses préparatifs techniques serait la période comprise entre l'automne 1942 et 1943, c'est-à-dire un an. Mais qu'est-ce qui était possible pour le côté allemand en termes de technologie, de matières premières, etc. en un an, dans les conditions de guerre les plus difficiles ? Et enfin : où sont les trouvailles ? Jusqu'à aujourd'hui, ils n'existent pas ! L'historien exige ces indications et d'autres, - Albert Speer ne les a pas fournies ! (Cf. sur les falsifications de documents et les "trouvailles" de la série de revues "Faits historiques" n° 2 et n° 5).

Sans vouloir nier les choses horribles qui se sont produites de part et d'autre au cours de la guerre, une grande partie de ce que les puissances victorieuses reprochent au camp allemand après la guerre qu'elles ont gagnée reste extraordinairement étrange, contradictoire, et en tout cas jusqu'à présent sans fondement si l'on devait appliquer la rigueur des preuves circonstancielles et factuelles qui sont appliquées dans les procédures pénales normales.

Ceci peut être brièvement expliqué à l'aide de l'exemple des "Rapports d'événements de l'UdSSR" (Bundesarchiv Koblenz - R 58/221), qui sont toujours cités. Ces rapports d'événements ont été compilés sur la base des rapports télégraphiques des Einsatzgruppen et des commandos et ont été envoyés en 75 exemplaires en avril 1942 (dernier rapport). Ils contiennent des informations très détaillées, annoncent aussi constamment la sévérité des opérations des partisans, et ne contiennent que pour l'année 1941 les chiffres des liquidations massives, c'est-à-dire à une époque où une soi-disant

"solution finale de la question juive" n'était même pas en discussion. Il reste étrange que ceux qui ont noté ces chiffres à Berlin sur la base de télex (qui ne sont plus disponibles),

a) publié contre toute considération et ordre de secret, sans jamais être appelé à rendre des comptes,

(b) publiés à des destinataires dont ils devaient savoir qu'ils seraient profondément choqués par ces informations,

c) après la fin de la guerre, les Soviétiques n'ont jamais présenté les résultats au public mondial de manière concluante.

En particulier, l'absence de preuves après la fin de la guerre, puisque la puissance soviétique victorieuse a eu des décennies de temps pour chercher et trouver (ils connaissaient les positions des tranchées de chars tracées avant le début de la guerre !), devra être évaluée par la recherche historique comme une preuve indubitable que les pages pertinentes des documents soumis par le Bureau Principal de Sécurité du Reich après la guerre restent douteuses.

L'autobiographie de Leopold Trepper, le chef de la "Chapelle Rouge", la plus grande organisation d'espionnage communiste pendant la Seconde Guerre mondiale, est probablement le meilleur exemple des raisons de la haine qui poussait ces personnes à se présenter contre l'Allemagne nationale-socialiste. Leopold Trepper, qui a utilisé 440 pages pour ses mémoires, ne l'a pas justifié d'une seule phrase, mais il a tout naturellement démontré que cette haine - généralement reconnue - était justifiée. Citons-le lui-même dans son livre "Die Wahrheit" (Kindler Verlag, Munich 1 975) :

"Des pogroms de la Russie tsariste à l'affaire Dreyfus, j'avais étudié les manifestations de l'antisémitisme, ses origines et ses mécanismes, et le nazisme me semblait être sa pire manifestation au XXe siècle. Plus la bête impure grandissait vite, plus j'étais troublé par l'insouciance du monde . . . . . .

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler est nommé chancelier du Reich - le monde entier le lit à la une de ses quotidiens. Pour moi, en tant que communiste, cet événement a été un signal d'alarme. La porte de la barbarie était ouverte. . . . (S. 73)

Le monde n'a pas réussi à tuer la peste brune dans l'œuf, la maladie sévit, le danger d'infection augmente. Lorsque je suis allé en France dans le cadre de ma première mission, le 1er mai 1937, et que je me suis arrêté à Berlin, je n'en croyais pas mes yeux ! Le spectacle qui s'offrait à mes yeux dans les rues était insupportable : des milliers de travailleurs avec des casquettes à visière, des milliers de jeunes marchant vers les drapeaux et les sites nazis, en chantant à tue-tête les hymnes hitlériens. Je suis resté bouche bée au bord de la route, incapable de comprendre ce que je voyais. Quelle folie collective s'était abattue sur les Allemands ? A cet instant, sous l'impression des chants tonitruants que toute l'Europe allait bientôt entendre, j'ai acquis la conviction que le nazisme ne pouvait que conduire à une catastrophe, à une conflagration mondiale, et j'ai résolu

de prendre ma place dans cette lutte inexorable où se joue l'avenir de l'humanité. En première ligne... " (p. 74)

Que dirait M. Trepper si un Allemand se tenait au bord de la route à Jérusalem et jugeait l'État israélien de la même manière ? N'aurait-il pas mieux fait de s'occuper de ses propres intérêts que de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un peuple étranger ? D'où lui vient le droit de combattre l'exécution démocratique de la volonté du peuple allemand ?

Mais pour qui Leopold Trepper s'est-il levé, pour qui a-t-il travaillé et combattu en première ligne ? Il écrit lui-même sur ce "paradis soviétique" :

"Bien sûr, si la route était jonchée de cadavres d'ouvriers, alors elle ne serait pas, ne pourrait pas conduire au socialisme. Nos camarades ont disparu, les meilleurs d'entre nous ont péri dans les caves du NKVD, le régime stalinien a déformé le socialisme au-delà de toute reconnaissance. Dix fois, cent fois plus de communistes qu'Hitler ont été liquidés par Staline, le grand fossoyeur . . . .

... en tant que juif polonais apatride ayant vécu en Palestine et travaillant à Moscou pour un quotidien juif, j'ai été dix fois suspecté par le NKVD ..... .

Vous avez encore environ deux ans avant que la guerre n'éclate", a-t-il dit (le général soviétique Bersin, liquidé lui aussi plus tard par Staline). Comptez d'abord et avant tout sur vous-même. Votre tâche consiste uniquement à combattre le Troisième Reich, rien d'autre. Jusqu'à ce que la guerre commence, votre organisation secrète doit rester en position de repos. . . . . (p. 9o - la conversation a eu lieu à l'automne 1937).

Pourquoi m'ont-ils épargné ? (il s'agissait des gens de Staline à Moscou)

Puis sont venus les essais de démonstration. Les accusations les plus invraisemblables ont été portées contre des bolcheviks méritants, fidèles compagnons d'armes de Lénine, et ils ont été qualifiés d'espions anglais, français, polonais - la nationalité n'avait aucune importance ! Les preuves ont été rassemblées de manière improvisée. À chaque procès, les noms des membres du Politburo qui auraient échappé d'un cheveu à une tentative d'assassinat par l'accusé sont énumérés. La liste a changé. Parfois, lors du procès suivant, on retrouve sur le banc des accusés des personnes qui, il y a quelques mois à peine, étaient elles-mêmes "menacées" par un complot - aujourd'hui qualifiées de terroristes. Ce triste spectacle, grossièrement mis en scène de telle manière que même les yeux les plus aveugles auraient dû pouvoir le voir, était destiné à terrifier les citoyens soviétiques. Une psychose de masse inimaginable, fomentée par l'ensemble de l'appareil d'État, s'est emparée du pays. La démesure et l'espièglerie partout ..... (S. 56)

Ce serait ... parler de la torture physique et mentale et du chantage systématique des accusés par des menaces de représailles contre leurs familles. Le sort injuste réservé à un nombre limité de victimes du procès ne doit pas non plus nous inciter à négliger la répression de millions de citoyens soviétiques pour lesquels aucun aveu n'était nécessaire.

Le stalinisme a échoué sur toute la ligne, le développement économique, la collectivisation forcée, l'industrialisation. Seul le plan d'extermination des cadres a été réalisé avec excès. La "rotation des cadres" décrétée par Staline prévoyait la liquidation de tous ceux qui occupaient une fonction. Avec une méticulosité scientifique, la purge a été effectuée, catégorie par catégorie, trimestre par trimestre, ministère par ministère, sujet par sujet. Chaque victime a entraîné dans sa chute ses collègues, ses amis et ses connaissances. . . . . (S. 57-58)

À cette époque, plusieurs milliers de communistes étrangers actifs dans le Comintern, les Profiteurs, l'Internationale paysanne, l'Internationale de la jeunesse et l'Organisation des femmes vivaient dans la capitale soviétique : Quatre-vingt-dix pour cent d'entre elles ont été liquidées ! Comme si cela ne suffisait pas, des milliers de réfugiés politiques du monde entier ont retrouvé en Union soviétique les chambres de torture et les pelotons d'exécution qu'ils avaient fuis dans leur pays d'origine. . . . . (S. 59)

Puis, après le XXe congrès du parti en 1956, tout le monde a agi comme s'il avait été pris au dépourvu ; le discours de Khrouchtchev aurait révélé un événement sans précédent. En réalité, ils ont été complices des liquidations, même dans des affaires impliquant leurs propres amis du parti !
J'ai des souvenirs de ces jours sombres dont je ne me débarrasserai jamais. . . . . (S. 61)

La peur du lendemain, la peur de vivre peut-être nos dernières heures en liberté, déterminait toutes nos actions, devenait une seconde nature pour nous, nous rendait prudents et soumis. Je savais que mes amis étaient en état d'arrestation et j'ai gardé le silence. Pourquoi eux ? Pourquoi pas moi ? Attendant constamment mon tour, je me suis préparé intérieurement à cet après-coup . . . . (S. 62)

Particules des Appartes nous-mêmes, rendus presque fous par la terreur, nous avons créé les instruments de notre propre assujettissement. Tous ceux qui ne se sont pas rebellés contre la machine de mort stalinienne sont coupables, collectivement coupables. Je ne m'exonère pas de ce jugement.

Qui a alors protesté ? Qui s'est alors levé et a crié son dégoût ?" (S. 63)

Adolf Hitler, par exemple ! Herr Trepper !

On va s'arrêter là. Des personnes comme Leopold Trepper peuvent-elles nous donner des conseils d'Allemands, nous prêcher la morale, être des modèles, de telles personnes peuvent-elles nous convaincre qu'"elles étaient du meilleur côté ?" Peut-on les comprendre dans leur engagement politique, dans leur haine de l'Allemagne ? La raison et la logique peuvent-elles avoir un quelconque accès ici ? - –
La réponse est laissée au lecteur.

Fin de l'article original